

Le libertaire

Administration : PIERRE LENTENTE
9, Rue Louis-Blanc, PARIS (10°)
Chèque postal, Lentente 656-02.

QUOTIDIEN ANARCHISTE

A partir de 20 heures : Téléphone Gutenberg 26-55

Rédaction : GEORGES BASTIEN

123, rue Montmartre, PARIS (2°)

ABONNEMENTS

FRANCE	ÉTRANGER
Un an... 80 fr.	Un an... 112 fr.
Six mois... 40 fr.	Six mois... 56 fr.
Trois mois... 20 fr.	Trois mois... 28 fr.
Chèque postal Lentente 656-02	

Les anarchistes veulent instaurer un milieu social qui assure à chaque individu le maximum de bien-être et de liberté adéquat à chaque époque.

Le problème de la Coopération

En ce moment est réuni à Gand le Congrès de l'Alliance internationale coopérative, lequel est accompagné d'une exposition internationale des œuvres de la coopération.

Bien des problèmes sont agités dans ce congrès. En ce qui concerne la partie commerciale, nous pouvons nous situer d'un mot. Les grands chefs du mouvement coopératif, les directeurs grassement appointés de certaines puissantes sociétés, embourgeoisés peu à peu, sont en train de faire subir — par étapes savamment calculées — une évolution rétrograde aux coopératives. Celles-ci deviennent progressivement des organismes similaires aux sociétés anonymes à base capitaliste.

Lorsqu'on jette un coup d'œil en arrière, et qu'on se remémore l'idéal socialiste des coopératives d'il y a une vingtaine d'années, on reste stupéfait du chemin en arrière parcouru par elles.

Devenues pour la plupart de simples sociétés commerciales, où les adhérents sont traités en simples absents, elles ont oublié qu'elles avaient pour mission à leur origine, d'être un des moyens employés par les asservis pour supprimer l'exploitation.

Elles se sont transformées en organismes purement commerciaux, n'ayant cure du grand et profond problème du salariat. Poisson lui-même dans sa « République coopérative » a dû avouer que la coopération n'était pas en état de trancher cette question.

En fait, les sociétés coopératives se conduisent vis-à-vis de leur personnel des bureaux, des entrepôts ou des usines, comme une entreprise patronale le fait avec ses salariés.

Déjà, de nombreux conflits, en Angleterre, en France, et ailleurs se sont produits. Les prolétaires au service des entreprises coopératives ont dû se dresser contre leurs exploiters, user de la grève. Et on a vu aussi les coopératives-patrons employer les mêmes méthodes que les magnats de l'industrie.

La coopération, partie d'un idéal d'émancipation humaine se retrouve devant le problème du salariat. Certains manitous voudraient bien l'écartier. L'adaptation de leur vie personnelle à l'existence bourgeoise se double d'une adaptation aux méthodes autoritaires des patrons. Mais ils ont beau tenter d'éloigner la question, elle se posera devant eux comme un sphinx interdisant la route à qui ne répond pas.

Etrange à dire, et qui plus que des invectives, démontre l'esprit bourgeois du monde des profiteurs de la coopération ; c'est Albert Thomas, le renégat du socialisme, l'exemple vivant de l'arri-viste devenu gros bourgeois, qui apporte dans leurs congrès une note moins rétrograde.

A la séance de vendredi à Gand, il a refait un discours déjà donné au Tréport. Abordant la question du salariat dans la coopération, il a préconisé la constitution de coopératives d'ouvriers manuels ou intellectuels lesquels, travaillant sous un régime se rapprochant de la commandite, auraient la gestion libre mais responsable de la partie de l'entreprise qu'ils assurent.

Ce sont là des paroles, nous le savons. De belles paroles non suivies d'actions. On n'en continuera pas moins à considérer l'employé et l'ouvrier comme de vulgaires salariés dont le rôle est d'obéir sans discuter, sans droit d'initiative.

Il est très regrettable que là où des amis se trouvent parmi les coopérateurs ils ne reprennent pas la question.

Il est encore plus attristant de voir que les exploités eux-mêmes ne tentent pas quelque chose dans cette voie.

Il y aurait pourtant une belle démonstration à faire : celle de la capacité des associations ouvrières à organiser, administrer par leurs propres moyens les entreprises.

Hommes du bloc des gauches, du parti socialiste ou du parti communiste clament qu'ils veulent l'abolition du salariat. C'est de la pure démagogie, d'abord parce que leurs affirmations ne sont faites que pour capter la confiance des prolétaires qui, consciemment ou non, désirent ardemment la fin d'un tel régime, et ensuite parce que là où ils pourraient tenter d'approcher le plus possible de l'idéal, ils ne le font pas. Sitôt les maîtres, ils se conduisent comme les premiers exploités venus.

La différence entre l'anarchiste et le politicien ou l'arri-viste se montre dans ce domaine comme ailleurs.

Les politiciens déclament, étalent des

théories, mais se gardent bien de les appliquer.

L'anarchiste, lui, en tous lieux et en tous temps, tente de réaliser ses conceptions, de les faire entrer dans la vie, parce qu'il estime que c'est la seule façon pratique, rationnelle et juste de résoudre les graves problèmes économiques.

UN COOPERATEUR.

LE FAIT DU JOUR

Gare aux démagogues !

Le ministère a, dans un but évident de démagogie, affirmé son intention de lutter contre la vie chère. Il ne nous dit pas encore par quels moyens, que nous serions pourtant bien curieux de connaître.

Une des premières manifestations parlementaires a été d'établir un projet sur la taxation des farines. Pourquoi les farines seulement ? Le pain est indispensable dans les familles, mais il ne représente après tout qu'une assez minime fraction du budget dans un foyer.

Si le pain a été choisi, c'est parce qu'une vieille coutume met le pain au premier rang. Pain cher signifie vie chère. Les ministres ont calculé qu'en parlant du prix du pain, le reste passerait inaperçu. Pure démagogie !

Mais voici que les associations d'agriculteurs (prière lire syndicats patronaux de la culture) se sont émues. Protests sur protests. Des menaces plus ou moins déguisées sont faites au gouvernement, qui sait mieux que nous ce qu'il y a de puissance derrière ces syndicats de mercantis des produits de première nécessité.

De l'autre côté, celui des consommateurs, on ne dit rien. Par habitude d'être plumé, sans doute. On grogne bien un peu, mais pas trop fort. Pas d'organisation. Pas d'argent pour soutenir les campagnes de presse, pour huiler la voie des orateurs parlementaires qui pourraient se rouiller.

Un principe de gouvernement qui a toujours été vrai, c'est que celui qui crée le plus fort, qui a les moyens de soutenir une campagne, qui finit par avoir gain de cause. Aucun ministère n'a transgressé cette loi naturelle... de notre société.

Donc, point n'est besoin de ressusciter les augures, ni d'appeler à la rescousse les prophètes pour annoncer que ce sont les exploités de campagne qui finiront par avoir le dernier mot. Même si on veut s'attaquer aux meuniers et autres intermédiaires, on s'apercevra que la moitié au moins de cette honorable industrie est entre les mains — par voie de sociétés anonymes — des mêmes cultivateurs que l'on veut ménager d'autre part.

Herriot et sa clique baisseront pavillon. Mais dites, j'y pense. Tout ce potin n'aurait-il pas un autre but, celui qu'on appelle vulgairement du chantage ?

Les démagogues au pouvoir n'ont-ils pas pris cette tactique pour faire s'ouvrir un tout petit peu les bas de laine... à leur profit ?

Un attentat contre le chef de l'Etat en Pologne

Il paraît que tout n'est pas pour le mieux dans la plus libre des Pologne. Le gouvernement démocratique, qui s'y est installé sous la protection des baïonnettes du Droit, de la Justice et de la Civilisation, suscite des révoltes tout comme dans notre République radicale-socialiste.

Un télégramme de Lvov (Lemberg) nous annonce en effet que dans l'après-midi d'hier le président de la République polonaise a été l'objet d'un attentat. Au moment où le chef de l'Etat sortait de la messe pour se rendre à son palais, un jeune homme lança une bombe. Personne n'a été blessé.

L'auteur de l'attentat, qui se nomme Stanislas Steiger, âgé de 23 ans, a été arrêté.

L'arrivée de Locatelli provoque une manifestation antifasciste

Une dépêche de New-York annonce que cinq mille Italiens attendaient l'aviateur Locatelli à la gare. Dès qu'il fut aperçu, on entendit de nombreux cris de : « A bas Locatelli le fasciste ! Mort aux valets de Mussolini ! »

« A ces cris ont répondu quelques cris de « Vive Locatelli ! » Une bagarre s'ensuivit et la police intervint.

Locatelli a dû regagner en hâte son hôtel. Les braves gens d'Italiens qui ont dû émigrer en Amérique pour fuir la terreur mussolinienne guettent le moment venu de rentrer en Europe pour prendre leur revanche. Mais, en attendant, ils accueillent comme ils le méritent les lâches qui se soumettent à la tyrannie du dictateur.

La tragédie de l'Europe

Parmi la dédaigneuse indifférence et le légitime dégoût du prolétariat européen et du monde, voici qu'à Genève, comme en un geste de défi, les très vils serviteurs de la haute finance jouent, en des scènes où alternent bonne humeur et grotesque, le vingt-sixième ou vingt-septième acte de la tragédie européenne.

En vain, se hâtent-ils, après cinq ans de guerre et cinq années d'après-guerre, à trouver le remède de la paix qu'ils ont si sauvagement détruite : l'exécution du plan Dawes assujétira l'Europe à la bande Morgan, tandis que le fameux « désarmement », malgré le triomphe de la démocratie dans une grande partie de l'Europe, est destiné, comme après Washington, à rester lettre morte par le fait que le capitalisme triomphant sur les ruines de l'Europe tend à étendre son activité belliqueuse dans le Pacifique.

Tandis que les diplomates de la haute finance internationale font la noce à Genève, et se fient à des formules vides de sens, nous invitons le prolétariat du monde entier à rompre le cercle vicieux de l'indifférence qui signifie sans doute désapprobation, mais sanctionne aussi le proverbiale et dangereux « laisser faire », et nous tenons à faire une bref commentaire de la Tragédie de l'Europe, œuvre très intéressante et de récente publication, due à la plume de l'économiste Francesco-Saverio Nitti, ex-président du conseil italien, lequel, exilé en Suisse, comme nous,

Cherche la Liberté si chère au cœur des hommes.

La Tragédie de l'Europe qui paraît après l'Europe sans paix, est intéressante du fait que le perspicace et patient professeur d'économie politique nous révèle lumineusement les raisons politico-économiques pour lesquelles l'Europe sera vouée au chaos. Nitti est ouvertement contre l'esprit du Traité de Versailles, dont il élabore lui aussi la formule et la substance en qualité de président du conseil des ministres d'Italie.

L'ex-premier italien nous a révélé son ancien désaccord avec Clemenceau qui lui sembla le représentant le moins qualifié pour l'élaboration du Traité de Versailles, en raison de son cynisme patent et de sa vieille haine contre l'Allemagne à laquelle il ne pouvait pardonner 1870. « Clemenceau, dit Nitti, même en reconnaissant l'exécution impossible du Traité de Versailles, s'en montrait pourtant satisfait, parce que la continuation de la guerre dans la paix était un avantage pour la France en ce qu'elle permettait l'affaiblissement politico-économique de l'ennemi, l'Allemagne. »

« L'histoire dira, comme pour Bismarck, si Clemenceau a travaillé ou non pour la paix et pour la sécurité de la France. » « L'Amérique, continue Nitti, qui avait autorisé Wilson à porter le rameau d'olivier aux vainqueurs et aux vaincus, se vit défaire dans son démocratisme wilsonien, et se retira dans un silence dédaigneux. »

Cette dernière publication de Nitti, ainsi que les deux précédentes, ont été écrites pour les Américains, et c'est sans nul doute, grâce à leurs invitations, que l'Amérique est revenue sur la scène politique d'Europe.

Nitti, qui passe avec une rapidité surprenante de la politique à la philosophie, constate la faillite de la Société des Nations, parce que celle-ci a voulu être (et elle ne pouvait être autrement) l'expression de l'injuste Traité de Versailles qui est une continuation de la guerre ; et le fait est que l'occupation de la Ruhr et le bombardement de Corfou ont démontré la juste valeur de cet organisme suprême de paix.

Nitti s'est borné à faire cette constatation que l'Europe sera encore pour longtemps dans une mauvaise situation politico-économico-sociale.

L'ex-premier italien attribue l'actuel malaise de l'Europe à l'esprit antidémocratique du Traité de Versailles, mais nous constatons qu'aujourd'hui, après le triomphe d'authentiques démocrates, tels que Mac Donald, Herriot, Max, etc., ce malaise n'est pas encore dissipé.

La vérité que nous voulons dire ici, parce que Nitti ne la dit pas, c'est que l'actuel malaise de l'Europe n'est pas à imputer uniquement à l'antidémocratisme traité de Versailles, mais au capitalisme du monde entier qui en se divisant et en se coalisant, comme c'est dans sa nature, produit ces déséquilibres politico-économiques et sociaux que seule l'intervention du prolétariat est capable de faire cesser.

On pourra abolir le traité de Versailles, l'Europe pourra être gouvernée par la fine fleur de la démocratie, mais tout cela ne changera pas d'un millimètre l'actuel malaise matériel et moral.

Il ne suffit pas de poser certains problèmes, et de les résoudre académiquement, car ces problèmes seront résolus radicalement, non par la démocratie de la haute finance, qui ne le pourrait, mais par le prolétariat quand il instaurera le fédéralisme libertaire !

VIOLE.

Hélas ! il est repris...

De Rouen on nous annonce que le détenu Rebours qui parvint à s'évader si courageusement avant-hier de la prison Bonne-Nouvelle, a été arrêté hier dans un restaurant de la rue Nétier, installé prairie de Saint-Georges.

On a découvert dans les poches de Rebours un couteau à cran d'arrêt. Il a été réintégré dans sa cellule.

Hélas ! La Société est forte contre les réfractaires ! Unissons-nous, camarades, pour abattre l'édifice d'autorité !

LA GUERRE CIVILE EN CHINE

Est-ce le prélude d'une révolution ?

Les événements semblent prendre, en Chine, une tournure plus tragique que les premières nouvelles pouvaient nous le faire prévoir. Les conflits sont assez fréquents dans ce pays qui précipitent les uns contre les autres les gens du peuple pour les intérêts de chefs militaires qui eux-mêmes ne sont que des agents de puissances financières européennes. C'est ainsi que, dans les circonstances actuelles, l'impérialisme britannique pourrait bien avoir fomenté le conflit, afin de pouvoir justifier l'intervention de sa flotte. Et les autres puissances, elles aussi, guettent.

Cependant on ne joue pas impunément avec le feu. Et il semble que la guerre civile prend des proportions auxquelles ne s'attendaient sans doute pas ceux qui la fomentèrent. Si bien qu'aujourd'hui l'on peut se demander si nous n'assistons pas au prélude d'une véritable révolution.

Voici les dernières dépêches de Shanghai : Le centre des combats a été la région de Liu-Ho, sur les bords du Yang-Sé, dans laquelle certains villages ont changé plusieurs fois de mains.

Les flottes adverses ont quitté leurs mouillages respectifs de Shanghai et de Nankin, marchant à la rencontre l'une de l'autre. On escompte leur rencontre en vue de Liu-Ho.

Plus de cinq cents blessés sont arrivés à Shanghai dans la journée d'hier. Parmi eux se trouvaient plusieurs civils.

Le total des blessés de la journée d'hier est évalué à cinq cents environ.

Le gouvernement militaire du Kiang-Su fait circuler parmi les troupes ennemies des proclamations offrant 50.000 dollars pour qu'on lui amène son rival mort ou vivant. Il offre également des sommes élevées pour des canons, des avions, etc. ; il ajoute qu'il rétribuera largement les déserteurs qui passeront de son côté.

Mais quels sont les desseins véritables de ce rival qui a nom Lou-Yang-Hsiang ?

En tout cas, ce mandarin qui veut être dictateur ne nous intéresse pas plus que le dictateur présent de Chine, ce Sun-Yat-Sen auquel cependant de prétendus révolutionnaires viennent d'envoyer une adresse de félicitations. Il s'agit de Treint, Mac-Manus et Amsterdam qui ont adressé au chef d'Etat de Chine le télégramme suivant :

« Les représentants des partis communistes d'Angleterre, de France et d'Amérique saluent en votre personne le mouvement national révolutionnaire du peuple chinois. Notre admiration et notre sympathie la plus chaude accompagnent les péripéties de votre lutte héroïque contre la vile conspiration des impérialistes anglo-français et américains. Nous vous assurons que nous ferons tout ce qui est en notre pouvoir pour démasquer aux masses ouvrières l'aventure criminelle entreprise par Herriot, Mac Donald et Coolidge et pour empêcher la réalisation de leur plan diabolique. »

Lou-Yang-Hsiang ou Sun-Yat-Sen ne nous intéressent pas plus l'un que l'autre. Seul le prolétariat d'Extrême-Orient, qui pâtit comme nous des multiples compétitions des armateurs de pouvoir, attire notre attention sympathique. Quand donc prendra-t-il conscience de sa force pour balayer tous ses exploiters, tous ses oppresseurs, domestiques intéressés des impérialismes européens ?

Pour venger Osughi

Dans la nuit du 3 septembre, le journaliste révolutionnaire Kynthario-Vada, qui fait partie de la rédaction du journal « Mouvement du Travail », a tiré des coups de revolver contre M. Fukuda qui fut gouverneur militaire de Tokio au moment du tremblement de terre. Fukuda a été blessé.

Kynthario-Vada a déclaré qu'il avait voulu venger l'horrible assassinat de Sakaé Osughi, de sa compagnie et de son petit neveu, perpétré dans les conditions que tous les anarchistes connaissent, le 16 septembre 1923.

Nous attendons toujours le démenti

D'après une information d'agence et le correspondant du « Daily-Mail », la police bolcheviste de Pétersbourg aurait tiré sur des grévistes, et il y aurait eu des morts et des blessés.

Nous pensions que cette information était imaginaire et nous attendions de l'« Humanité » un démenti formel. L'« Humanité » reste silencieuse. Pourquoi ?

Provocations gouvernementales

L'agence Radio communique : « Malgré le calme qui règne sur les quais, M. Jeannot, préfet du Morbihan, a envoyé à Lorient des renforts de gendarmerie. » « La délégation des armateurs de chalutiers est rentrée de Paris. On ignore encore quelle sera leur décision. »

Leur décision, mais elle se voit. C'est l'accord établi à Paris entre le gouvernement et les armateurs de mâter par la violence les beaux mouvements des marins.

Les gouvernements changent, les méthodes restent.

Chez les inscrits maritimes

Une journée de manifestation au Havre

Il faut croire que la démarche des armateurs à Paris commence à porter ses résultats. Des brimades contre les marins et surtout contre les militants des syndicats.

Débordés par un mouvement qui, porté au Havre, a fait le tour de tous les ports et obligé les exploités à céder, ces derniers se sont assurés le concours toujours dévoué de l'Etat.

Il leur a compté avec la ténacité des inscrits maritimes.

Au Havre, hier soir, les équipages des paquebots « France », « Lafayette », « Niagara », « Eubée », « Onessant », « Anglo », « Chicago », « Montana », « Michigan », « Alaska » et « Bologne » se sont réunis à Saint-François.

Communication leur ayant été faite d'une brimade de M. Meyer, sous-secrétaire à la Marine marchande, contre le secrétaire de leur syndicat, ils décidèrent, à l'unanimité, de faire un mouvement de protestation en arrêtant le travail ce matin, 6 septembre, et d'assister à une réunion générale, pour démontrer énergiquement qu'ils entendaient faire respecter le droit syndical des inscrits maritimes, contesté et mis en danger par l'acte arbitraire de M. Meyer.

Samedi matin, tous les équipages des navires énumérés ci-dessus au nombre de 1.500, ont assisté à un grand meeting général et adopté l'ordre du jour suivant :

« Les marins du port du Havre, après avoir constaté que leur décision, prise hier 5 septembre 1924, tendant à effectuer un mouvement de protestation contre la décision de M. Meyer, sous-secrétaire à la marine marchande, avait complètement réussi, et que le travail avait cessé ce matin. Ayant pris connaissance de ce geste de protestation, ils décident de limiter leur action de protestation ce jour à midi, et de reprendre le travail. Ils déclarent se tenir prêts à engager à nouveau l'action si M. Meyer ne rapporte pas la décision immédiatement, car la continuation de cette attitude serait la négation complète du droit syndical aux marins de toutes spécialités. Se séparent aux cris de « Vive la solidarité corporative, et vive l'Union Syndicale des Marins de France ! »

A la suite de cette décision, les paquebots France, Chicago, Alaska, Michigan et Montana, ont pu prendre la mer à l'heure prévue, tout étant rentré dans le calme. Les armateurs n'auront pas raison des marins si facilement qu'ils le supposent.

Victoire des inscrits maritimes de Rouen

Rouen. — La grève des inscrits maritimes a pris fin aujourd'hui, les patrons ayant fait droit aux revendications présentées par le syndicat.

Brute et amoureux

Une jeune femme de Saint-Germain, Joseph Le Henaff, âgée de 18 ans, demeurant 54, rue de Poissy, furieuse d'avoir été éconduite par une jeune fille, Rolande Marteau, âgée de 15 ans et demi, qu'il aimait, résolu de se venger. Après avoir acheté un revolver à Paris, Le Henaff guetta le retour de la jeune fille.

Au moment où celle-ci, qui habite également à Saint-Germain, chez ses parents, rue Arnauld, se disposait à rentrer à son domicile, Le Henaff, sans explication, tira un coup de revolver dans sa direction, la blessant à la cuisse droite, puis disparut. Lorsque les agents se présentèrent au domicile du meurtrier, pour l'arrêter, ils ne trouvèrent plus qu'un cadavre. Le Henaff s'était fait sauter la cervelle.

Une éducation rationnelle préviendrait ces actes stupides, en apprenant aux jeunes gens que les jeunes filles ne sont pas leur propriété.

Il faut libérer Bévant

Le Comité de Défense sociale nous prie d'insérer la communication suivante.

Tout le monde se rappelle l'affaire Bévant. Ce nom rappelle celui des Lecoin, des Savigny, Rolland et d'autres. Ce camarade est actuellement à Lyon au Train des Equipages pour accomplir son service militaire. Bévant est âgé de 40 ans ? Les misères et les souffrances qu'il a endurées font de lui un vieillard, et avec cela infirme. Il est donc pour le militarisme un être incapable de se rendre utile.

Au train des équipages, il est victime des vexations de toutes sortes, on exige de cet infirme d'assister aux manœuvres avec les jeunes gens de vingt ans. Une brute gauloise s'acharne sur lui et veut à tout prix que notre camarade commette une action quelconque pour lui permettre d'enlever dans un bûche quelconque ce malheureux pour assouvir sa vengeance.

Nous ne permettrons pas cela, le Comité de Défense Sociale saisit l'opinion publique et les pouvoirs intéressés, en l'occurrence le Ministre de la Guerre des faits cités plus haut.

Il réclame la libération de Bévant, qu'on le rende à sa femme et à ses enfants et à l'affection de tous ses camarades.

Il semble que le Lieutenant-Colonel Girard ne partage pas le point de vue de ses subordonnés. Nous lui donnons la parole.

Que l'on nous rende Bévant et vite.

LE COMITE.

SUR UNE AGONIE...

Profanation

Tout syndicaliste qui se respecte se réclame de la Charte d'Amiens. Qu'il soit réformiste ou communiste ou, plus simplement, syndicaliste, cette bienheureuse et se-courable motion lui sert de ligne de conduite. Et c'est étrange. Chacun peut l'interpréter à sa façon, ce dont tout le monde use. Le réformiste — le socialiste — déclare être en complet accord avec elle, puisque son rêve est de voir les hommes passer de l'exploitation capitaliste à l'exploitation étatique. Ingénieuse façon de comprendre la Bible syndicale.

Le communiste, lui, se prétend le seul et véritable prophète, en annonçant l'avènement de la partie future de la Charte par une discipline de fer nécessaire. Nécéssité d'ailleurs, dit-il, comprise par la Charte d'Amiens pour l'instauration de la liberté, but de nombreux autres que disparates groupements. Enfin, le syndicaliste « pur » fait fi de toutes ces déclarations, en affirmant être seul à suivre la lettre de la Charte, pour l'avenir comme pour le présent. Quel croire ? La réponse est plus difficile qu'on ne le croit.

L'unanimité est donc loin d'être faite sur cette règle. L'on ne concéderait même que les opinions sont diamétralement opposées. D'où provient cette opposition entre ses protagonistes ? Probablement d'un vice initial de compréhension des choses. Voulaient insulser un esprit électorale, ses créateurs n'ont réussi qu'à l'inspirer d'indécision et de faiblesse. Ne le nions pas : son but est la liberté. Or, son essence est pleinement autoritaire : « Toute autre conception du syndicalisme est erronée. C'est net... et péremptoire !... Son ton est révolutionnaire ; mais, pour vivre, le syndicalisme doit employer des « palliatifs ». Ses moyens d'action ont une allure infrascriptible ; mais « pour l'obtention de ce mieux-être », l'attente dans les antichambres patronales et même gouvernementales est un fait journalier.

Son fond veut paraître évolutive et les réformes arrachées prouvent son conservatisme : le lest nécessaire à l'arrestation capitaliste. Sa teneur est libertaire, sa matérialisation — organisation des syndicats — est oppressive — loi des majorités. Et comme nous savons que jamais aucune initiative n'a germé dans les foules, mais toujours dans les individualités, nous comprenons la lutte inégale de ceux-ci au sein de cette organisation.

Si nous devions retirer les défauts que renferme la Charte d'Amiens, il n'en resterait plus qu'un squelette. Comprenez-vous, maintenant, camarade Robert Edouard, pourquoi j'ai une autre conception de l'union des opprimés ? Non, la Charte d'Amiens ne me plait pas et je m'inspire aucune confiance. C'est une salade, une salade multicolore. Micux, c'est une énigme d'où l'on sort, suivant ses conceptions, tout ce qu'on a besoin pour justifier son attitude. Le réformiste a raison de s'en réclamer : et les fameux « palliatifs » ? Le communiste aussi, et sa teneur oppressive ? Le chrétien, le républicain même, et tous, pourraient trouver en elle des arguments pour s'en prévaloir. Si ces derniers ne s'en réclament, c'est tout simplement parce qu'ils ne sont guère émus. Ils ne croient pas à l'influence dissolvante du temps sur leurs organisations autoritaires et routinières.

Une théorie claire donne des moyens uniformes. C'est un privilège des doctrines embrouillées de fournir des moyens contradictoires non seulement par rapport avec la théorie, mais même entre les divers moyens pratiques. La Charte d'Amiens se classe d'elle-même dans cette catégorie. D'où l'explication de la multiplicité de ses commentateurs, et leur entêtement logique à se croire les seuls à suivre le sens véritable qu'a voulu impulser cette loi. Ce sont des observations à la portée de tous. Peut-être est-ce la raison pour laquelle très peu aperçoivent ses défauts ; nous savons que la simplicité est regardée comme une faiblesse.

Ces quelques observations — que j'ai voulu faire brèves, — expliqueront à mon deuxième réclutateur pourquoi son argument ne me convainc pas : il est tout entier basé sur la motion précitée. Or, nous avons vu que je la considérais comme impuissante et comme une cause de désaccords et de dissensions. « Le syndicalisme ne s'enferme pas dans un programme », comme les théories politiques : il est l'incarnation même de la vie ; il doit donc être libre et sans entrave d'aucune sorte. Et j'ajoute même : c'est parce que cette vérité est méconnue que le syndicalisme se meurt. Sacrilege ? Soit, je veux bien : c'est un des principaux points qui séparent l'anarchiste du syndicaliste que de faire fi des idées, des « vérités » toutes faites et d'affirmer sa seule foi qu'en lui-même. La critique est sainte : relevons-la de la fange où l'ont plongée les « collectifs ».

C'est une affirmation commune — et que je prétends être une erreur — que celle qui fait retomber tout le poids de la déviation de la C. G. T. sur le départ des révolutionnaires de cette organisation. Cette dernière n'avait donc pas dévié avant ce départ ? La collusion avec certains partis dits de gauche n'était-elle pas un fait connu de tous les syndicalistes ? Et son rôle pendant la guerre ?

N'est-ce pas un courant qui l'entraînait vers la droite qui força la scission ? Allons, c'est indéniable, celle-ci était inévitable, car inévitable était la chute définitive de la C. G. T. Actuellement, elle croule : elle stagne. Ne rendons pas la néfaste activité à la moribonde. C'est cependant cela que ne manquera pas de lui faire notre collaboration : il est certaines maladies qui gangrènent et décomposent. La C. G. T. se meurt de cela ; ne nous contaminons donc pas. Laissons-la avec son programme rétrograde. Les conditions de vie qui nous sont imposées et dont le propre est d'être toujours impuissantes et nouvelles, tuent elles-mêmes ce qui reste de trahisons, de mensonges et d'erreurs : la C. G. T.

C'est l'action, l'action virile, en effet, qui fera affirmer parmi nous les mécontents et les révoltés de ce régime. L'organisation la plus énergique, la plus combattive, les attirera et les groupera. Voyons, la vieille C. G. T. est-elle propice à la nouvelle ère ? Non, car le prolétariat s'en détourne avec colère. N'essayons donc pas d'aller à l'encontre de ses sentiments. Et la grève des inscrits m'en fournit la preuve et me fortifie davantage dans mon opinion, car, si nous en croyons Bailloil, « jamais encore je n'avais entendu gronder contre les chefs lafayettistes d'aussi rudes et terribles co-

lères ». C'est le sentiment qui anime bon nombre de travailleurs et qui englobe dans une même répulsion, et avec juste raison, les chefs et la C. G. T. Il ne faut pas se faire d'illusion, le mécontentement grandit déjà contre la C. G. T. U., ou, tout au moins, la méfiance. Pourquoi donc continuer à vouloir donner vie à deux organisations qui ne répondent plus aux aspirations des travailleurs ?... Marcel LEPOIL.

Organisons-nous

J'ai lu avec attention les articles de notre camarade Georges Bastien, parus ces jours derniers dans le *Libertaire*. Et j'ai remarqué que notre camarade était partisan de l'organisation des anarchistes. Pour ma part, j'en suis aussi partisan et je désirerais voir plutôt les anarchistes se rapprocher les uns des autres au lieu de s'éloigner. J'aimerais voir partout où il y a des copains, se former des groupes où l'on a l'occasion de se rencontrer entre individus luttant pour le même idéal et de se mieux connaître.

Il serait utile également que les groupes des différentes régions forment des fédérations (certaines existent déjà), ce qui simplifie et rend beaucoup plus facile la propagande.

Ah ! j'entends déjà des copains dire que partout où il y a organisation, il y a à quel- que peu d'autorité. Eh bien, non ! Le groupe devant être libre dans la fédération comme l'individu est libre dans un groupe, est-ce difficile à comprendre, nom de Dieu ! Et pourtant j'ai rencontré des copains qui ne voulaient pas admettre cette thèse, ces copains acceptent bien de faire partie d'un groupe, mais ils ne veulent pas adhérer à une fédération. Sont-ils logiques avec eux-mêmes ?

Si nous étions organisés — librement s'entend — de la façon précitée, la propagande anarchiste pourrait se faire beaucoup plus facilement ; ainsi, telle fédération pourrait entreprendre des tournées de conférences dans sa région, soit avec le concours de copains de l'Union anarchiste, soit avec des copains de ces régions, lorsqu'il y en a qui sont orateurs, et la propagande serait de beaucoup plus fructueuse et plus méthodique.

Est-ce en étant éparpillés, les uns d'un côté, les autres de l'autre, que nous pouvons faire de la bonne besogne ? Non. Sachons nous unir, nous aider et les efforts que nous tenterons ne seront pas vains : là seulement, nous pourrions faire paraître des organes locaux ou régionaux, et qui pourraient vivre, chaque copain ayant à cœur de l'aider. Le voilà, l'excellent moyen de propagande : un journal.

Allons les copains, avez-vous réfléchi à tout cela, que si nous savions nous organiser nous aussi pour mener la lutte contre les maîtres, que nous subissons, et pour faire comprendre au peuple l'anarchie qui le conduira au bien-être et à la liberté, notre propagande s'en ressentirait ?

Que tous y réfléchissent et que ceux qui en sont partisans se mettent au travail, en formant groupes et fédérations, pour avoir un mouvement anarchiste solide et capable de riposter aux attaques de tous ses adversaires quels qu'ils soient (et ils sont nombreux).

Quant à ceux qui veulent rester dans leur tour d'ivoire, ce que nous leur demandons, c'est de ne pas entraver notre travail.

Marcel LE ROUX.

Contre Biribi

Le Réveil du Nord, sous la signature de Marcel Polveud, commence une campagne contre Biribi. Une fois n'est pas coutume. Depuis l'enquête d'Albert Londres sur les atrocités des bagnes militaires, nos journaux du bloc des gauches de la région du Nord reproduisent des extraits sur la « cruauté » et les crimes dont les gardes-chiourmes se rendent coupables.

Il a fallu que ce soit un bourgeois qui en- quête pour que la campagne commence. Cependant, voilà plus de trente ans que la presse d'avant-garde dévoile les faits ignobles qui s'y passent. Combien de camarades libérés de cet enfer nous ont renseigné et chaque fois que nous pouvions écrire et faire campagne contre Biribi, nous l'avons fait.

Jamais l'opinion publique ne s'est émue. Jamais nos journaux de gauche et de droite n'ont pris fait et cause contre les bagnes militaires. De cette campagne, qui commence à prendre de l'ampleur, il faut que toutes les organisations (à part celles qui, par esprit de tendance, ne voudraient pas y participer), il faut que nous nous groupions autour du Comité de Défense sociale, seul qualifié pour mener à bien cette lutte. Formons le bloc, faisons appel à tous les hommes de cœur. Par tous les moyens, demandons la suppression des bagnes militaires et de tous les autres. N'oublions pas de faire rentrer en ligne de compte les maisons dites de « correction », car c'est dans ces maisons que l'on prépare la viande pour Biribi, les têtes de veau et les ossements de lapin, ou bien encore les pelotons d'exécution.

D'ailleurs, les gardes, « les brutes plutôt », sont précisément ceux qui reviennent des colonies pour des fièvres contractées là-bas, pour garder et martyriser de pauvres gosses de 12 à 18 ans. Toutes les vilenies sont à l'ordre du jour, le vol, le mensonge, l'hypocrisie et la pèderastie. Combien de ces pauvres gosses sont perdus à jamais. Je suis très heureux que Loral ait commencé cette campagne ; il faut la continuer. Faisons tous ensemble l'effort nécessaire pour délivrer ces bambins coupables de peccadilles ou n'ayant rien fait du tout. Délivrons nos camarades de Biribi, de tous les bagnes ; assez de discussions viriles. Faisons connaître à tout le monde le sort de nos amis et faisons en sorte que le peuple et tous les hommes de cœur puissent, par l'action qui s'impose, être les premiers dans la rue, pour les libérer, tous sans exception. Et crions ensemble : « A bas Biribi ! », ainsi que tout ce qui martyrise les humains.

Albert PERIER.

N'oubliez pas la thune mensuelle !

Les fabricants d'armes de Saint-Etienne et le protectionnisme

Liège et Saint-Etienne sont deux villes rivales pour la manufacture d'armes. Et la concurrence est terrible avec l'incertitude des changes, surtout en ce moment où notre vieux franc français, pourtant déprécié par ailleurs, fait la pige au franc belge et vaut à Bruxelles 1 franc 083.

Le Parlement belge ne veut pas ratifier une convention franco-belge maintenant la taxation des armes d'origine belge introduites en France. Et les fabricants liègeois de se démener pour le maintien d'un coefficient de 3,8 sur les droits d'importation. En riposte les fabricants d'armes de Saint-Etienne protestent « énergiquement » contre tout abaissement des droits de douane sur les armes étrangères. Et ils invoquent une entente de 1921 qui prévoyait un relèvement de tarification en cas d'augmentation dans les importations belges en France.

Il paraît que ces importations sont passées de 12.000 fusils en 1913, à 22.000 en 1921 et à 75.000 en 1923. Par contre la production diminue à Saint-Etienne.

Et, alors que les patrons liègeois revendiquent une diminution des droits de douane pour exporter leur production, les industriels de Saint-Etienne demandent le relèvement de ces droits afin de protéger leur industrie.

Les ouvriers de Liège et de Saint-Etienne ont-ils leur sort lié à celui de leurs exploités ? N'ont-ils rien à dire sur la question ? Protectionnisme et libre-échangeisme peuvent-ils influencer sur la lutte des classes ?

Et du point de vue social, après les ravages de la guerre, les syndicats, au lieu de se passionner pour les luttes politiques, ne pourraient-ils pas discuter de l'utilité de certaines professions ? Les malheureux prolétaires, qui sont occupés à fabriquer des armes qui sont toujours employées contre leur classe, seraient plus utilement occupés à fabriquer des socs de charrues.

Fabriquer des pistolets et des sabres est un métier anti-social.

Les causes de la vie chère

LES GROS MARCHANDS DU BLE SE GROUPENT EN SYNDICAT

Hier à la Bourse du Commerce de Paris, les importateurs de céréales des ports de la mer du Nord, de la Manche et de l'Océan ont constitué un syndicat. Le secrétaire s'appelle André Guignard. Maintenant, le Ministère peut y aller pour lutter contre ces gens-là. Les mêmes qui monopolisent presque toute la production française de blé accaparent la totalité de l'importation.

On paiera désormais le pain le prix que ces messieurs voudront bien fixer.

Ce syndicalisme-là n'est pas du tout mal vu des gouvernements. Il a de quoi leur gratter les pattes.

LE MARCHÉ AU GRAIN DE MOULINS

Le 25 août dernier se tenait, à Dijon, un marché au grain et les blés se vendirent à raison de 100 à 104 francs les cent kilos.

Or, avant-hier, s'est ouvert le marché au grain de Moulins, et sans aucune cause apparente, sauf la spéculation, ils sont montés à 105 francs.

Il suffit de reproduire l'information des agences pour se rendre compte immédiatement des causes de la vie chère. La voici : « Moulins, 5 septembre. — Le marché au grain s'est ouvert aujourd'hui au milieu d'une grande affluence de visiteurs. Les offres furent peu importantes, les vendeurs s'étant réservés dans l'espoir d'une prochaine hausse des blés qui se sont vendus de 103 à 105 francs les cent kilos en disponible, et de 108 à 110 francs sur les trois derniers mois de l'année. Les seigles ont coté de 83 à 87 francs ; les orges, de 105 à 108 francs ; les avoines, de 68 à 70 francs ; les farines, 132 francs, et les sons, 62 francs ».

Le gouvernement ne fait et ne fera rien que de soutenir les spéculateurs. Les marchands se gisent ; mais il est possible que demain — devant la carence des pouvoirs — le peuple emploiera les moyens propres à faire table rase de tous les affaires, en s'attaquant directement à ces produits que l'on entend ne lui livrer qu'à poids d'or.

LE MARCHÉ DES BESTIAUX

Pour les animaux de boucherie c'est la même chanson. Toujours à la foire de Moulins, les cours ont été maintenus élevés sauf toutefois sur les porcs gras.

C'est pour maintenir cette hausse que la protestation que nous publions dans le *Libertaire* d'hier a été envoyée au Ministère de l'Agriculture, par la Société d'agriculture du Bourbonnais qui s'élève contre l'importation en franchise de 300.000 tonnes de viande abattue.

Allez-y messieurs, spéculiez, volez, enrichissez-vous de la misère du prolétariat ; mais tout passe, et chaque médaille a son revers, le règne de la mercantile n'est pas éternel. Vous vous en apercevrez bientôt.

ON VEUT ENCORE AUGMENTER LE PAIN

Hybres. — En présence d'une nouvelle hausse des farines, les boulangers ont demandé au maire d'augmenter le prix du pain, déjà taxé à 1 fr. 50 le kilo. Le maire s'y est refusé.

LES SPECTACLES

Opéra. — Faust. Opéra-Comique. — Matinée : Paillasse ; soirée : Lakmé. Odéon. — Matinée : La Cagnotte ; soirée : La Petite Chocolatière. Gaîté-Lyrique. — Les Saltimbanques. Porte-Saint-Martin. — Vieil Heidelberg. Nouvel-Ambigu. — Le Grand Soir. Comédie-Française. — Matinée : Polyvalence ; soirée : Gringoire. On ne badine pas avec l'Amour.

GABARETS ARTISTIQUES

Le Grenier de Gringoire. — Ch. d'Avray, Doriano, Line de Tarbes, L. Loral, Géo Robert et Brubach. Le Pierrot-Noir. — Dranvel et les chansonniers. Le Perchoir. — Jean Bastia : « Jusqu'à la Gauche ». La Vache-Enragée. — Maurice Hallé et les chansonniers. Les Noctambules. — « Chambre à louer » ; Jack Cazol, Noël Noël, R.-E. Grolle.

AUX HASARDS DU CHEMIN

Propos d'un Paria

Il nous arrive de Genève de bonnes, d'excellentes nouvelles. La paix, la vraie paix, celle qu'on attend toujours et dont on parle plus encore serait, grâce au génial démocrate Herriot, en bonne voie de réalisation. La guerre, la bonne guerre, fraîche et joyeuse — pour les fabricants de munitions — ne serait donc pas terminée ? Mais si ! Seulement voilà, la véritable formule de paix est encore, malgré les traités à la sauce Tardieu, en état de gestation. « Vainqueurs » et « vaincus » ayant des prétentions jugées par les uns et les autres outrancières, inacceptables. Quand je dis vainqueurs et vaincus, je ne me soucie pas, naturellement, des pauvres bougres qui, les armes à la main, s'élancèrent les uns sur les autres par les matins radieux dont le Matin et autres Echo de Paris vantèrent aux gens de l'arrière les charmes inégaux et d'autant plus appréciés que le nombre de kilomètres qui les séparait de la ligne de feu était considérable. Je veux parler, uniquement, de ces messieurs de la finance de tous pays, dont les politiciens ne sont que les fidèles serviteurs et qui organisèrent pour leur plus grand profit l'extraordinaire match sanglant et international dont la décision est jugée plus ou moins arbitraire suivant qu'elle sert plus spécialement les intérêts des uns aux dépens de ceux des autres.

Donc, ces messieurs, qui sont à Genève les fidèles représentants des groupes financiers promoteurs de la grande tuerie, sont en train de mettre au point les conclusions des arbitres, contestées, et il faut le dire, éminemment contestables. Après l'averse des obus fusants, percutants, qui inonda pendant cinq années les tranchées adossées, sans grand danger pour « ces messieurs de Genève », voici l'ouragan des paroles, des phrases grandiloquentes sur l'arbitrage, la sécurité, le désarmement, prémices de la paix universelle.

Tous, il n'est point besoin de le dire, sont partisans de cette paix, avec un P majuscule, bien entendu. Très sportivement, et devant une foule de politiciens de premier plan et des journalistes tou, qui n'attendent que le signal pour « encourager l'amateur », les deux grands champions de France et d'Angleterre font assaut de phrases acérées comme des lames, mais dont le bruitant cliquetis cache mal les réticences, les sous-entendus, les feintes hypocrites, grosses de danger pour les rescapés du grand charnier et leurs cadets arrivés heureusement en âge de s'accrocher pantalonnant aux fils de fer barbelés de la crapulerie capitaliste.

Est-il besoin de reproduire ici les passages typiques du discours de M. Mac Donald, premier ministre « travailliste » du roi d'Angleterre, ou quelques-unes des phrases « lapidaires » qui composèrent la parole de M. Herriot, premier ministre « de gauche » de la République bourgeoise, défenseur des intérêts des barons tout puissants de la finance française ? Ce serait perdre son temps et son encre.

M. Marcel Cachin, qui n'est pas un ballot, n'applaudit pas à tous ces réquisitoires contre la guerre, trop enflammés pour être sincères.

M. Marcel Cachin sait, par expérience, ce que vaut l'une de toutes ces périodes grandiloquentes de ces envolées oratoires à l'usage de la galerie. M. Marcel Cachin est « du métier »... Et il déclare dans son journal : « Il y aura toujours la guerre tant qu'il y aura le capitalisme ».

Il a raison, cet homme ! Et la preuve, c'est que l'Angleterre prend grand soin de sa marine de guerre dont elle fit à Herriot une présentation qui vaut un avertissement.

Il faut ajouter que la « France » ne reste pas non plus inactive. Ses vaillantes troupes s'entraînent pour les combats futurs. Lisez le compte rendu des manœuvres du 20^e corps. Vous apprendrez ainsi que tous les instruments susceptibles de concourir à la paix universelle prêchée à Genève par le chef du gouvernement français, c'est-à-dire : tanks, mitrailleuses, auto-chenilles, avions, artillerie, infanterie, téléphone, T. S. F., etc., etc., sont dans leur meilleure forme et « ont donné aux manœuvres un caractère scientifique dont les états-majors enregistrèrent avec satisfaction les résultats ».

C'est-à-dire que l'Etat-Major attend la Paix de pied ferme et sait, comme Cachin, ce qu'il y a à attendre des autres manœuvres « camouflées » des bavards de la politique.

Nous dirons, nous aussi, il n'y a pas de paix possible en régime capitaliste. Mais nous ajoutons : il n'y a pas non plus de paix possible sous un régime d'autorité, quel qu'il soit. Le capitalisme d'Etat est aussi dangereux que le capitalisme bourgeois. Toute armée porte en elle la guerre, la sanglante et stupide hécatombe humaine. On ne joue pas aux soldats impunément. Et comme tout Etat ne peut subsister sans armée, parce que l'Etat, même soi-disant prolétarien, c'est l'oppression, et que l'armée c'est l'instrument d'oppression par excellence, nous proclamons, parce que c'est la vérité, la seule, l'indiscutable : Il n'y aura de paix véritable que lorsqu'il n'y aura plus d'Etat.

Et voilà pourquoi nous sommes anarchistes. Tout simplement !...

Pierre MUALES.

Le Fromage genevois.

Le « Piliro », journal pamphlétaire de Genève, donne d'intéressants renseignements sur le budget de la Société des Nations. L'effectif du secrétariat a été sans cesse en croissant : 167 fonctionnaires en 1919, 382 en 1920, 659 en 1921. Pour 1925, le budget en prévoit 807, sans compter la Cour de Justice Internationale...

« On signale un professeur américain qui vient, chaque année, passer ses vacances au secrétariat pour 3.000 francs par mois. Un des chefs de la Section d'Information (50.440 francs par an) était dans son pays depuis cinq mois : le secrétaire général vient de prolonger son contrat pour un an... »

Et le « Piliro » conclut : « Genève et La Haye... Le plus gros fromage n'est pas celui de Hollande. Et pas plus que ceux gaspillés à La Haye ».

jadis, ce ne sont — hélas ! — les millions prodigués à Genève qui empêchèrent la prochaine des dernières... pour le Droit, la Civilisation... ou le Prolétariat !

Les Suspects.

« Bordeaux, 5 septembre. — Au cours d'une ronde de nuit, des agents ont arrêté dix-huit individus suspects qui avaient élu domicile sur les quais et dans les dépendances de la gare Saint-Jean. »

C'est une simple dépêche d'agence qui paraîtra en quelques lignes dans la grande presse bourgeoise.

Ohé ! les imbéciles heureux, vous imaginez-vous que c'est par plaisir que ces pauvres bougres avaient élu domicile sur les quais ? Ils eussent préféré, comme tous les riches bourgeois, avoir leur petit hôtel particulier sur le Pavé des Chartrons qui vivent grassement du travail des autres.

C'est là, MM. les Filles, dans vos rondes de nuit, qu'il faudrait aller chercher les « suspects » qui sont les réels et dangereux ennemis de la société.

Mais peut-on attendre cela de la vale-taille ?

Sous la garde des chiens.

L'« illustrissimo » est dégoûté de la foule. Après l'avoir entraînée au massacre, en 1915, par ses harangues brillantes au rocher de « Quarto dei Mille », après l'avoir préparée au fascisme par ses grotesques aventures de Fiume, M. Annunzio se retire dans sa tour d'ivoire de Gardone.

Et voici comment il avertit quiconque voudrait venir l'« importuner » :

« Je suis redevenu l'artiste fier et isolé de 1914. Je ne m'inquiète pas de ce qui se passe hors de ma villa. Tous les soirs, je brûle devant la pierre d'autel prise au Mont Grappa, une masse de lettres non décachées. Je ne reçois personne et mes chiens sont sages et mordent bien. »

Sale cabot, va !

JACKIE COOGAN gosse riche

Dans quelques jours, Paris fera « au gosse » l'accueil chaleureux qu'il réserve à toutes les vedettes, et l'enfant de dix ans dont la popularité est déjà universelle, sera fier de la curiosité qu'il inspire à tous les habitants de la capitale venus pour applaudir à son jeune talent.

Quelle que soit la satisfaction que nous éprouvons à assister au spectacle que nous donne sur l'écran le petit ami de Charlot, nous ne serons pas à l'arrivée du train qui amènera le jeune prodige, et nous souffrons à la pensée que parmi les milliers de curieux qui se trouveront aux abords de la gare, pas un peut-être ne connaît le but du voyage du jeune Coogan.

Il y a en Asie-Mineure des millions d'enfants crevant littéralement de faim, et le petit artiste américain a réussi à réunir par souscription une somme de dix-huit millions de francs, avec laquelle il entend porter secours à ses frères dans le besoin. Un navire a été frété à cet effet, et dans quelques semaines, les petits affamés recevront — pendant vingt-quatre heures peut-être — une maigre pitance qui leur fera regretter les jours suivants la minute de joie qu'ils éprouveront en mangeant à leur faim.

Gâté, choyé, grisé, héros de l'aventure, Jackie Coogan, gosse riche, regardera satisfait et le sourire aux lèvres, le terrifiant spectacle d'enfants qui doivent mourir parce qu'ils ont faim.

A l'abri du besoin, il ne comprend et ne comprendra pas toute la tristesse, toute l'envie des petits yeux qui se fixeront sur lui, et ne saisira pas que toute sa joie, tout son bien-être, tout son superflu, est le produit de la misère intense de millions et de millions d'innocents.

Jackie Coogan est un enfant. Nous ne pouvons avoir de haine pour sa jeunesse ignorante, pour tout l'orgueil dont il se pare, mais un sentiment de pitié nous envahit envers les autres qui souffrent d'un tel arbitraire, et un sentiment de haine monte du plus profond de nous-même, s'élève contre ceux qui, complices de cette comédie, spéculent sur la popularité du jeune artiste, et dressent sur l'affreuse misère de l'enfance tout un échafaud de publicité. Car c'est là le but réel du voyage.

Demain toute la presse, asservie et vendue, rendra hommage au petit bonhomme de dix ans, louant sa générosité, son désintéressement, et c'est lui qui aura la place la plus large dans cette tragédie. Les autres, les millions de sacrifiés, disparaîtront devant le rideau doré de la philanthropie, ils seront oubliés une fois de plus, lorsque de retour en Amérique, rendu à ses jeux et à son travail, Jackie Coogan reprendra sa place parmi les maîtres de l'écran.

Ohé, les petits, ce n'est pas un film que l'on tourne, c'est la réalité brutale de la vie qui s'étale ; ils sont des centaines comme ça, des gosses de riches, qui ne connaîtront jamais les affres de la faim ; ils sont des centaines qui s'endorment sur leurs joues, cependant que jamais vous autres, n'aurez le bonheur de partager les douces joies d'un désir satisfait.

Eh bien, il faut que cela cesse. Ça ne peut plus durer. Notre cœur déborde de toute l'amertume, accumulée depuis des siècles. Demain, lorsque trop vieux pour vous défendre, nous abandonnerons la lutte, vous serez là, vous les petits d'aujourd'hui, pour récolter le grain que nous aurons semé. Vous ferez les moissons rouges. Et sur les ruines fumantes de notre société, vous dresserez la Société de l'Avenir, où la vie sera égale et libre pour tous les petits enfants.

VIENT DE PARAITRE :

La Revue Anarchiste

Sommaire du numéro 29

(Juillet-Août)

La Situation actuelle en Russie (Le Groupe d'Anarchistes du Sud de la Russie). — Le Cri de la Bête (Cypselus). — Esquisse du Mouvement anarchiste en Russie pendant la Révolution 1917-1923 (A. Levandovsky). — La Parole macabre : Pionnage (Brutus Mercereau). — Force de la Liberté (Marcel Lepoil). — La Vie littéraire : Le Passé, le Présent et l'Avenir du Roman rustique (Suite) : Joseph Caraque (P. V.). — A l'Etalage du Bouquiste (P. V.).

Rédaction et Administration, 9, rue Louis-Blanc, Paris (10^e).

A travers le Monde

La Société des Nations

Les séances se poursuivent aussi vides les unes que les autres. Les discours succèdent aux discours, mais rien de bon ne sortira de toutes ces paroles.

Le débat sur la réduction des armements a continué hier matin, et a présenté un caractère d'orientation générale. Il sera repris ultérieurement, lorsque la commission présentera son rapport sur les différentes propositions dont elle est saisie.

Le représentant de l'Inde, qui prit la parole hier matin, déclara partager le point de vue du premier ministre britannique. Naturellement.

Ce qui est à noter, c'est la conclusion de son discours :

« Tout en faisant nôtre l'idéal de ceux qui ont élaboré le traité d'assistance mutuelle, nous faisons aussi nôtre la décision prise par le gouvernement de l'Empire britannique, en refusant d'approuver ce traité, car nous avons l'impression que ces garanties sont si illusoires que le désarmement lui-même n'offrirait pas une somme de sécurité suffisante pour empêcher de revivre l'esprit guerrier. »

Nous sommes entièrement de cet avis. Mais alors que font tous ces fantômes à cette assemblée des nations, sinon tromper le peuple en lui faisant espérer des possibilités de paix.

M. Politis, délégué grec, prit également la parole pour soutenir le point de vue de Herriot, et affirme qu'aucune nation ayant le souci de son existence, de sa dignité, de son honneur, ne pourra jamais consentir à abandonner la garantie qu'elle trouve dans sa force et la collectivité internationale ne lui donne pas une garantie équivalente.

Allons, jonglez avec les mots, messieurs les diplomates. Nous le connaissons votre dignité. Nous savons la valeur que l'on peut accorder à vos traités considérés par tous les gouvernements comme des chiffons de papier.

Tant que vous serez au pinacle il en sera de même. La Société des Nations ne sera une réalité que lorsque vous aurez disparu de la scène et, avec vous, toute la politique qui est contraire à toute idée de paix.

Le Congrès des Trade-Unions

Le Congrès des Trade-Unions de Hull a terminé ses travaux aujourd'hui. Au cours de la séance, une résolution demandant l'établissement d'une politique définie se prononçant pour le libre échange ou le protectionnisme, a été repoussée après que M. Cook, des mineurs, ait fait ressortir que le vote de cette motion était dangereux et qu'après tout la question soulevée regardait le Labour Party et non pas les Trade-Unions.

Une autre motion s'opposant à l'arbitrage obligatoire et déclarant que les travailleurs ne permettraient en aucun cas que des influences extérieures vinssent diminuer leur influence, fut adoptée par l'assemblée.

Avant la clôture des débats, M. Purcell, président du Congrès, et M. Ben Smith, membre du Parlement, furent choisis pour représenter les Trade-Unions britanniques au congrès travailliste américain.

ITALIE

LE ROI CONFERE AVEC M. MUSSOLINI

Le roi Victor-Emmanuel a reçu cet après-midi au Quirinal, M. Mussolini avec lequel il s'est entretenu pendant 1/4 d'heure.

Bien que la Tribune déclare qu'il est naturel que le roi rentrant à Rome après une absence prolongée ait tenu à être mis au courant de la situation, cet entretien est vivement commenté dans tous les milieux politiques qui lui attribuent la plus grande importance.

L'AFFAIRE MATTEOTTI

Rome, 6 septembre. — Selon le journal « Il Sereno », M. Tedeschini, député socialiste unitaire, a déclaré devant la Chambre des mises en accusation, que, ayant accompagné Matteotti quelques jours avant le crime, il s'avisa que celui-ci était filé par un des accusés.

Cette circonstance permettrait de retenir, dans l'instruction du procès, l'accusation de préméditation.

ANGLETERRE

Y AURA-T-IL DES ELECTIONS EN NOVEMBRE

Les libéraux se détachent de plus en plus du Cabinet travailliste, et il est possible que le gouvernement soit battu lorsque viendra aux « Communes » la discussion sur le traité anglo-russe.

Mac Donald acceptera-t-il cette défaite ? Il est probable que non et qu'il fera appel à la Nation.

Dans les cercles conservateurs, on précise que le Cabinet travailliste sera battu dans la première semaine de novembre, et déjà tous les agents unionistes ont reçu l'ordre de se tenir prêts à entreprendre la campagne de propagande.

De toute évidence, le gouvernement de Mac Donald ne peut longtemps encore rester dans la situation instable actuelle, et c'est sans doute sans hésitation qu'il consentira à dissoudre la Chambre, avec l'espoir de trouver ensuite une réelle majorité.

RUSSIE

L'ANTIMILITARISME EN RUSSIE

On mande de Russie au journal *Pester Lloyd* qu'une mobilisation d'essai de l'armée rouge aura lieu au cours de ce mois, ainsi qu'une grande revue navale.

C'est la situation critique de la Russie dans les Balkans, qui aurait décidé le gouvernement soviétique à procéder à cette épreuve extrêmement coûteuse.

BELGIQUE

ON REMONTE LE QUATORZIEME CADAVRE

On se souvient de l'épouvantable catastrophe qui, le 14 août dernier, coûta la vie à quatre mineurs au charbonnage du Carabinier, à Châtelet. Tous les cadavres furent remontés à la surface, sauf un que la masse des terres ébouleées empêchait d'atteindre.

On vient de le dégager : c'est celui de l'italien Alfredo Berdozzi. Le corps a été remonté à la surface.

LES OUVRIERS BELGES ET LA MOISSON EN FRANCE

Le nombre des ouvriers belges allant faire la moisson en France a considérablement diminué : de 40.000 qu'il était tous les ans avant la guerre, il est tombé à 9.000.

La plupart sont maintenant occupés à la reconstruction des régions dévastées, et sejourneront en France de façon permanente.

Les progrès de l'aviation

UN SERVICE AERIEN LONDRES-MOSCOU

Des négociations sont actuellement entamées dans le but d'établir un service aérien Londres-Berlin-Moscou, qui mettrait Londres à vingt heures de Moscou. Les vols auront lieu de nuit aussi bien que de jour.

UN ESSAI DU Z.R.-3

Le Zeppelin Z.R.-3 que les Etats-Unis ont acheté à l'Allemagne est parti ce matin à huit heures de Friedrichshafen par un temps très favorable, pour une randonnée d'épreuve dans le sud de l'Allemagne.

A 11 h. 35, le Zeppelin apparut au-dessus de la banlieue de Munich, puis se dirigea vers la ville où il salua en laissant flotter le drapeau bavarois blanc-bleu, puis descendit si bas que la population munichoise massée dans les rues poussant des cris d'enthousiasme, pouvait distinguer toutes les particularités de sa structure.

Rappelons que ce Zeppelin doit assurer le service Berlin-New-York, et que la durée du voyage sera de cinquante heures.

Toujours l'alcool

La nuit dernière, au village de Saint-Julien, dans la banlieue de Marseille, Marius Benedetto, âgé de seize ans, jassé par les brutalités exercées sur les siens par son frère Charles, alcoolique invétéré, plus âgé que lui de cinq ans, a tué ce dernier de deux coups de fusil pendant son sommeil.

Un nouvel accident dans les P. T. T.

Un assez grave accident s'est produit à Caen le vendredi 29 août dernier, Place de la République. Voici les faits :

L'installation d'un nouveau multiple pour le service des téléphones et la pose de nouvelles lignes souterraines, ont occasionné d'importants travaux qui durent depuis plusieurs mois.

A 100 mètres environ du Central téléphonique, une chambre de coupure dans laquelle passent plusieurs câbles souterrains, est aménagée sous la voie publique, près de la station de taxis. On y accède par un regard en fonte. Or, des conduits de gaz se trouvant à proximité et qui sont certainement en mauvais état, laissent échapper des émanations qui s'accumulent dans la chambre de coupure des téléphones.

Vendredi après-midi, plusieurs ouvriers soudeurs de l'Administration des Postes, étaient occupés à cet endroit et descendant à deux à la fois dans la chambre, pour y travailler, obligés qu'ils étaient de se remplacez souvent, par suite de l'air empoisonné qu'ils y respiraient.

Le camarade Thiéry, grand invalide de guerre, demeurant à Caen dont le courage et le dévouement sont bien connus dans cette ville, a subi un commencement d'asphyxie, et n'a pu rentrer à son domicile distant de 300 mètres environ, que grâce à l'aide d'un de ses camarades, moins atteint, que lui. Le camarade Lebiet, des équipes parisiennes en déplacement à Caen, a été également assez éprouvé.

Le soir du même jour, vers 9 heures, leurs deux autres collègues venant pour continuer pendant la nuit le travail commencé dans l'après-midi, avaient allumé 5 ou 6 mètres plus loin, une lampe à acétylène pour s'éclairer. La chambre de coupure, restée fermée pendant l'heure du repas, s'était remplie de gaz, qui, lorsqu'on a ouvert le regard à pris contact avec la lampe, et fait explosion. Les deux soudeurs, les camarades Donat et Portet de Rouen, ont été brûlés grièvement à la figure et aux mains.

Après un pansement à l'hôpital de Caen, ils ont dû repartir chez eux en attendant leur guérison.

Cet état de choses avait déjà été signalé par une note à l'Administration qui n'a pris aucune mesure pour assurer la sécurité de ses ouvriers, pourquoi ?

Toujours la même incurie criminelle de l'Administration !

LEURS DIVIDENDES

CANTONNIER ECRASE PAR UN TRAIN

Versailles, 6 septembre. — Le cantonnier de la voie Jean Paty a été surpris la nuit dernière par un train entre les stations de Poissy et de Villennes.

Grièvement blessé, le malheureux a été transporté à l'hôpital où il a succombé presque aussitôt.

ECRASE PAR UNE CHARRETTE

Toulouse, 6 septembre. — Gaston Delmas conduisait une charrette de vendange à Saint-André-de-Roquefort, quand par suite d'un faux mouvement il glissa à terre, et le véhicule lui passa sur le corps. La mort fut instantanée.

MORT TRAGIQUE D'UN OUVRIER MINEUR

Lens, 6 septembre. — L'ouvrier Robert Duflot, âgé de 27 ans, des mines de Lens, a eu le bassin défoncé par la partie flexible de son marteau-piqueur, qui s'était détachée. Le malheureux a succombé peu après dans d'atroces souffrances.

La Bretagne en deuil

Samedi dernier paraissait le dernier numéro de la très peu intéressante *Bretagne Communiste*, grand organe bi-mensuel du grand parti des masses dans la grande Armorique.

Sans épiloguer à souhait sur ce petit accident, il nous sera tout de même permis de jeter un « ouf » de soulagement. Ce canard soi-disant ouvrier — organe officiel des Beni-Oui-Oui syndicalo-communiste de notre région — ne possédait même pas le label de la Fédération unitaire du Livre. Il a eu une existence éphémère.

Née dans la confusion, cette feuille de chou avait plus le souci de discréditer les militants minoritaires de notre région que de faire la propagande révolutionnaire. C'est donc sans peine que nous ne lisons plus les prosaïques écrits des Bazin, des

plaires et Victor Ducange lui refuse un roman. Dauriat veut, dit-il, faire un nouvel auteur dans le même genre. Tu mettras Paul de Kock au-dessus de Ducange.

Mais j'ai une pièce avec Ducange à la Gaieté, dit Lousteau.

Eh bien, tu lui diras que l'article est de moi, je serai censé l'avoir fait atroce, tu l'auras adouci, il te devra des remerciements.

Ne pourrais-tu me faire escompter ce petit bon de cent francs par le caissier de Dauriat ? dit Etienne à Finot. Tu sais ! nous soupçons ensemble pour inaugurer le nouvel appartement de Florine.

Ah ! oui, tu nous traites, dit Finot en ayant l'air de faire un effort de mémoire. Eh bien, Gabusson dit Finot en prenant le billet de Gabusson et le présentant au caissier, donnez quatre-vingt-dix francs pour moi à cet homme-là. — Endosse le billet, mon vieux !

Lousteau prit la plume du caissier pendant que le caissier comptait l'argent, et signa. Lucien, tout yeux et tout oreilles, ne perdit pas une syllabe de cette conversation.

Ce n'est pas tout, mon cher ami, reprit Etienne, je ne te dis pas merci, c'est entre nous à la vie, à la mort. Je dois présenter monsieur à Dauriat, et tu devrais le dispenser à nous écouter.

De quoi s'agit-il ? demanda Finot. — Un recueil de poésies, répondit Lucien.

Ah ! dit Finot en faisant un haut-le-corps.

Monsieur, dit Vernou en regardant Lucien, ne pratique pas depuis longtemps la librairie, il aurait déjà serré ses manuscrit dans les coins les plus sauvages de son domicile.

En ce moment, un beau jeune homme,

Tillon-Monsiegné et autres chômeurs professionnels.

Et malgré toutes les attaques de la défunte *Bretagne Communiste*, les minoritaires ne vont pas plus mal. Un *De profundis* à cette pauvre feuille qui se dessèche du jour que le Pactole russe s'arrête de couler sur le granit celtique.

PETITBRETON.

Aux camarades du Midi

En raison du prochain Congrès Anarchiste, il serait peut-être utile que les camarades de la région se réunissent, afin de pouvoir discuter sur les moyens propres à employer pour la diffusion de nos idées.

Après discussion avec les groupes de Marseille, La Ciotat, Saint-Henri, Nice, etc., il nous serait peut-être possible de se faire représenter par un ou plusieurs délégués, qui exposeront au Congrès les points de vue des camarades du Midi.

Que les groupes et individualités veuillent donc se mettre en rapport avec le camarade Gamba Jean, rue Delpech, Campagne Rossi, Toulon (Var).

En peu de lignes...

Montpellier, 6 septembre. — Ayant mangé des champignons, M. Louis Balbiquier, 49 ans, limonadier à Montpellier, ne tarda pas à éprouver de violentes mauxaises, et dut s'allier.

Malgré des soins empressés, il expira après d'atroces souffrances.

A Belleville-sur-Saône, voulant éviter un camion dans un virage, M. Signeron fils, de Saint-Pierre-de-Benoins, tombe de motocyclette. Etat très grave.

Près de Privas, l'un des pneumatiques d'une auto dans laquelle se trouvaient deux dames, éclate à proximité de Saint-Moulant. La voiture fait panache. Chauffeur indemne. Une dame tuée, l'autre mourante.

Près de la gare de la Charité, des employés de chemins de fer ont découvert un cadavre horriblement mutilé, gisant sur la voie ferrée.

A Gannat, une pauvre vieille de 74 ans est renversée par un cycliste. Elle succombe peu de temps après.

A Béziers, une vache s'échappe de l'abattoir, se sauve à la campagne et fonce sur un groupe de vendangeurs dont plusieurs sont blessés. On a dû l'abattre à coups de fusil.

La Cour d'Appel de Douai a condamné à trois ans de prison Eugénie Makowska, une Polonoise, pour manœuvres d'extorsion. Deux Polonoises sont, en outre, condamnées comme complices à un an chacune.

Est-ce que cela empêchera la misère où crouissent les nombreuses familles ?

A Albi, Léon Ollivier est assassiné et volé. Crimes dont la source est l'argent, la société capitaliste.

Près de Nantes, M. Léon Evain, menuisier à La Renais, passant avec sa charrette, chemin de Fédun, renverse et tue un enfant de trois ans, Joseph Louradon.

A Blois, on cambriole l'hôtel de Puy-ségur, boulevard Eugène-Riffault.

Marseille. — A la suite d'un court-circuit, un incendie s'est déclaré à bord du yacht de plaisance « Sabot de Vénus », appartenant aux richards parisiens Guesde et Thurneysen.

Le capitaine du yacht et deux chauffeurs ont été grièvement brûlés en tentant d'éteindre le feu.

Risquer sa vie pour sauver le plaisir de gros fainéants, n'a rien de réjouissant.

A Cérbère, l'Espagnole Villegas y Pena, 25 ans, est arrêtée pour transport de cocaïne.

Près de Perpignan, à Bompas, le petit Maurice Prolit, 3 ans, tombe dans un four de vendanges. Mort asphyxié.

A Pornic, Gustave Bidet, 32 ans, cultivateur, tombe de bicyclette et se fracasse le crâne.

La nageuse argentine miss Harrison et le nageur égyptien Helmi ont tenté la nuit dernière de traverser la Manche à la nage. Ils ont abandonné après avoir parcouru huit kilomètres.

Près de Cauchy, sur la route d'Abbeville à Saint-Omer, on trouve une automobile renversée et son conducteur mort. Celui-ci s'appelle Jules Capendu, 40 ans, voyageur de commerce, habitant à Abbeville.

Emile Blondet, qui venait de débiter au *Journal des Débats* par des articles de la plus grande portée, entra, donna la main à Finot, à Lousteau, et salua légèrement Vernou.

Viens souper avec nous, à minuit, chez Florine, lui dit Lousteau.

J'en suis, dit le jeune homme. Mais qu'y a-t-il ?

Ah ! il y a, dit Lousteau, Florine et Matifat le droguiste ; du Brul, l'auteur qui a donné un rôle à Florine pour son début ; un petit vieux, le père Cardot, et son gendre Camusot ; puis Finot...

Fait-il les choses convenablement, ton droguiste ?

Il ne nous donnera pas de drogues, dit Lucien.

Monsieur a beaucoup d'esprit, dit sérieusement Blondeau en regardant Lucien. Il est du souper, Lousteau ?

Oui.

Nous rions bien.

Lucien avait rougi jusqu'aux oreilles.

En as-tu pour longtemps, Dauriat ? dit Blondet en frappant à la vitre qui donnait au-dessus du bureau de Dauriat.

Mon ami, je suis à toi.

Bon, dit Lousteau à son protégé. Ce jeune homme, presque aussi jeune que vous, est aux *Débats*. Il est un des princes de la critique : il est redouté, Dauriat viendra le cajoler, et nous pourrions alors dire notre affaire au pacha des vignettes et de l'imprimerie. Autrement, à onze heures, notre tour ne serait pas venu. L'audience se grossira de moment en moment.

Lucien et Lousteau s'approchèrent alors de Blondet, de Finot, de Vernou, et allèrent former un groupe à l'extrémité de la boutique.

Que fait-il ? dit Blondet à Gabusson, le

En lisant les autres...

Vers la Liberté des Sexes

Commentant, dans l'« Ere nouvelle », le nouveau roman de Victor Marguerite, M. Armand Charpentier conclut fort anarchiquement :

Ce n'est pas dans l'éternité de l'amour qu'il faut chercher une solution à cette bataille des sexes dont l'humanité souffre depuis des millénaires. La vérité est ailleurs : elle est dans la liberté des sexes. Certes, notre morale actuelle se prête mal à ces hypothèses, devant lesquelles reculent les esprits les plus émancipés. Ce sont elles, cependant, qui, paradoxes d'aujourd'hui, seront les vérités de demain. Une discrimination doit s'établir et s'établira entre l'affection qui cimentera les peuples et le plaisir dont ils conserveront la liberté.

Ce sont là, évidemment, des visions d'un avenir encore lointain, et qui nous semblent prématurées. La bataille des sexes sera peut-être encore plus longue que la bataille des hommes. Les peuples auront cessé de s'égorger, que les femmes et les hommes se feront encore souffrir. Une heure viendra pourtant où l'harmonie régnera dans un monde où le cœur et la chair dissociés pourront suivre des voies parallèles.

Pas le moindre démenti

Dans le « Peuple », le Groupement de Défense des Révolutionnaires emprisonnés en Russie répond aux injures de l'« Humanité » :

Les porte-plume du gouvernement léniniste se sont avisés de répondre au Groupement de Défense ! Evidemment leur mutisme ne pouvait durer indéfiniment. Devant le réquisitoire accablant dressé pièce par pièce, par le Groupement de Défense, cela ressemblait par trop à un aveu. Pendant plus de six mois, le Groupement de Défense a apporté des précisions indispensables sur l'extermination des révolutionnaires par la Tcheka « prolétarienne » ; pendant tout ce temps, les organes de cette même Tcheka, l'« Humanité » et la « Vie ouvrière », gardaient le silence attéré du malfaiteur qui se voit découvert.

Donc, ils ont essayé de répondre. Eh bien ! ils auraient mieux fait de se faire ! On cherche vainement dans le fatras publié par la « V.O. » « le moindre démenti » des accusations circulairement du Groupement de Défense. Pas un mot de Baron, de Kogan, de Spiridonova, de Kachovskaia, de Roubintchik. Pas un mot des mille martyrs dont nous possédons la liste nominative. Pas un mot de l'infâme Solovietzki.

Les bolcheviks seraient bien en peine de nier. Les faits sont là, flagrants, qui les accusent devant le prolétariat. Le jour où les ouvriers du Parti Communiste se seront rendus compte de ce mutisme sous de telles accusations, ils ne pourront que crier avec nous : « A l'assassin ! » aux chaussettes des dictateurs de Moscou.

Dans les Prisons de Wiesbaden

L'« Humanité » conte les peines et les souffrances que nos camarades ouvriers ont endurées dans les prisons de l'armée d'occupation :

Les sbires de la justice déployaient une cruauté absolument bestiale. Toutes les fois qu'il s'agissait de faire pression sur les accusés pour obtenir des « aveux ». Au moyen de coups et de mutilations sol-disant disciplinaires, telles que la suppression de la nourriture, de visites, on poussait les accusés à leur perte et à entrainer les autres avec eux. Ainsi, un camarade qui avait, pendant les événements d'octobre, occupé plusieurs fonctions, fut assommé à coups de crosse par la garde marocaine dans le bureau d'enquête. On le rapporta le soir, évanoui, dans sa cellule. Il commença aussitôt la grève de la faim, ce qui le fit jeter immédiatement au cachot.

Je l'ai vu, deux jours après, couché sur le pavé du cachot, son corps meurtri, couvert de poux. Le soir, nous entendîmes ses cris déchirants ; il paraît qu'on l'avait de nouveau mal traité.

Après être resté là onze jours, il perdit connaissance et fut nourri artificiellement. Plus tard, il réussit à s'évader.

Je pourrais citer de pareils cas par centaines. La nourriture fut longtemps tout juste bonne pour des cochons. Toutes les demandes pour obtenir de la nourriture du dehors furent repoussées par cette phrase : « Vous, cochons, vous devez manger de la merde ! » et d'autres dans le même genre. Toutes les plaintes adressées à la Haute-Commission et au tribunal furent détournées et leurs auteurs maltraités.

Pour soutenir votre «Libertaire» Amis lecteurs abonnez-vous

premier commis, qui se leva pour venir le saluer.

Il achète un journal hebdomadaire qu'il veut restaurer afin de l'opposer à l'influence de la *Minerve*, qui sert trop exclusivement Eymery, et au *Conservateur*, qui est trop aveuglément romantique.

Payera-t-il bien ?

Mais comme toujours... trop ! dit le caissier.

En ce moment, un jeune homme entra, qui venait de faire paraître un magnifique roman, vendu rapidement et couronné par le plus beau succès, un roman dont la seconde édition s'imprimait chez Dauriat. Ce jeune homme, doué de cette tournure extraordinaire et bizarre qui signale les natures artistes, frappa vivement Lucien.

Voilà Nathan, dit Lousteau à l'oreille du poète de province.

Nathan, malgré la sauvagerie féroce de sa physiologie, alors dans toute sa jeunesse, aborda les journalistes chapeau bas, et se tint presque humble devant Blondet, qu'il ne connaissait encore que de vue. Blondet et Finot gardèrent leur chapeau sur la tête.

Monsieur, je suis heureux de l'occasion que me présente le hasard...

Il est si troublé, qu'il fait un pléonasme, dit Félicien à Lousteau.

De vous pénétrer ma reconnaissance pour le bel article que vous avez bien voulu me faire au *Journal des Débats*. Vous êtes pour la moitié dans le succès de mon livre.

Non, mon cher, non, dit Blondet d'un air où la protection se cachait sous la bonhomie. Vous avez du talent, le diable m'emporte, et je suis enchanté de faire votre connaissance.

(A suivre.)

FEUILLETON DU LIBERTAIRE DU 7 SEPTEMBRE 1924. — N° 81.

Illusions perdues

par Honoré de Balzac

DEUXIEME PARTIE

Un grand homme de province à Paris

Le libraire Ladvocat s'était établi depuis quelques jours à l'angle du passage qui partageait ses galeries par le milieu, devant Dauriat, jeune homme maintenant oublié, mais audacieux, et qui défricha la route où brilla depuis son concurrent. La boutique de Dauriat se trouvait sur une des rangées donnant sur le jardin, et celle de Ladvocat était sur la cour. Divisée en deux parties, la boutique de Dauriat offrait un vaste magasin à sa librairie, et l'autre portion lui servait de cabinet. Lucien, qui venait là pour la première fois le soir, fut étourdi de cet aspect, auquel ne résistaient pas les provinciaux ni les jeunes gens. Il perdit bientôt son introducteur.

Si tu étais beau comme ce garçon-là, je te donnerais du retour, dit une créature à un vieillard en lui montrant Lucien.

Lucien devint honteux comme le chien d'un aveugle, il suivit le torrent dans un état d'hébétément et d'excitation difficile à décrire. Harcelé par les regards des femmes, sollicité par des rondeurs blanches, par des gorges audacieuses qui l'éblouissaient, il se raccrochait à son manuscrit

qu'il serrait pour qu'on ne le lui volât point, l'innocent !

Eh bien, monsieur ! cria-t-il en se sentant pris par un bras et croyant que sa poésie avait alléché quelque auteur.

Il reconnut son ami Lousteau, qui lui dit : Je savais bien que vous finiriez par passer par là !

Le poète était sur la porte du magasin où Lousteau le fit entrer, et qui était plein de gens attendant le moment de parler au sultan de la librairie. Les imprimeurs, les papetiers et les dessinateurs, groupés autour des commis, les questionnaient sur des affaires en train ou qui se méditaient.

Tenez, voilà Finot, le directeur de mon journal ; il cause avec un jeune homme qui a du talent, Félicien Vernou, un petit drôle méchant comme une maledie secrète.

Eh bien, tu as une première représentation, mon vieux, dit Finot en venant avec Vernou à Lousteau. J'ai disposé de la loge.

Tu l'as vendue à Brault ?

Eh bien, après ? tu te feras placer. Que viens-tu demander à Dauriat ? Ah ! il est convenu que nous pousserons Paul de Kock, Dauriat en a pris deux cents exem-

L'Action et la Pensée des Travailleurs

APRES LA GREVE DEBARD

L'index est-il efficace

Pratiquer le boycottage ou l'index à l'égard d'un patron réfractaire aux revendications ouvrières est un excellent moyen de lutte de classe, à condition que le syndicat ouvrier soit puissant et puisse faire appliquer ses décisions.

Les dirigeants actuels du syndicat dit unitaire des métaux ont frappé d'index la fonderie Debard en clamant prétentieusement que c'est un « mot d'ordre ». C'est un mot, rien de plus, car l'ordre d'index n'est pas exécuté.

La tactique moscouitaire, faite de bluff et d'impuissance, favorise surtout le patron et les faux frères, car elle permet aux jaunes de rester en paix dans ce bague capitaliste.

Le syndicalisme y perd le peu de prestige qui lui reste, et c'est peut-être ce que cherchent les politiciens du P. C. après avoir agrandi la scission, fait le vide à l'organisation et semé le j'menfoutisme dans les ateliers.

En l'état actuel des forces sociales en présence, l'index est un geste ridicule. Il serait préférable de s'insérer à nouveau dans la lutte, de gagner la confiance des inconnus, de préparer l'atmosphère et de présenter à nouveau le cahier de revendications qui a été refusé au dernier conflit. Pour cela, il faudrait un peu moins de haine entre les tendances et un peu plus de confiance entre travailleurs.

Un gros travail est à faire pour améliorer notre triste situation de prolétaires. Non seulement il nous faut faire front contre la tempête patronale, mais il nous faut aussi surveiller les pilotes imprudents, maladroits et les naufrageurs de notre chétive barque syndicale.

POZARD.

Teulade cherchait de "compagnons" ... et il trouve le ministre Godart !

L'avons-nous assez entendu ce pourfendeur de la sociale, cet anarchiste convaincu, brisant des lances acérées contre le capitaine Treint et contre le Parti Communiste ! Puis à la lumière des événements, avec la lucidité d'esprit qui le caractérise, il brûle aujourd'hui, ce qu'il adorait hier, et en-ense ce qu'il avait brûlé, avec une conviction et une foi révolutionnaire dont lui seul a le secret. Pour nous le prouver et pour faire la démonstration chère à Lénine, il marie le Syndicalisme, lutte de classes, avec l'Union Compagnon et les Compagnons du Devoir, cet pour mieux les noyauter en vue de la prochaine action de masses.

Le Conseil Général du S. U. B. « réformiste » (oh combien !) refusa de sanctionner l'union projetée ; ce fut dès lors la bataille rangée avec la scission comme but dans le syndicat à laquelle collaborèrent les non-moins révolutionnaires Nicolas et autres. Pauvre Teulade, moi qui le prenais pour une canaille, je le fais mes excuses, tu n'étais qu'un malheureux.

Que vois-je l'Humanité qui se met de la partie et qui te place dans le rang des réformistes ! Ce n'était pas la peine de quitter le S. U. B. ; et je comprends mieux maintenant, pourquoi l'on ne voit plus ta signature sur les colonnes du grand journal.

Triste fin !!! Toi qui avais rêvé d'être le cerveau fédéral, et qui devant la défaite voulais constituer une autre Fédération pour atteindre le même but. De chute en chute, te voici projeté dans le néant. Qui trop embrasse, mal étreint ! Je te plains de toute la force de mon âme, mais ce que je plains davantage, c'est l'organisation que tu as sectionnée et dont tu porteras la responsabilité un jour. Tu pouvais être un homme, tu n'as été qu'un arriviste et un ambitieux. Que le poids t'en soit léger, je te pardonne, tu n'es qu'un malheureux. Et que ton malheur soit un avertissement profitable pour les pâles imitateurs !

POMMIER.

Dans le S. U. B.

Aux charpentiers en fer. — Pour que notre section, notre corporation reprenne sa place d'avant-garde invincible, vous assisterez tous à l'Assemblée Générale qui aura lieu le dimanche 7 septembre, à 9 heures du matin, 8, avenue Mathurin-Moreau (Métro Combe).

N.B. — Pour cette réunion, un pointage de cartes très rigoureux sera fait à l'entrée de la salle.

Les adhésions et les cotisations seront reçues.

Maconnerie-Pierre-Démolisseurs. — Les démolisseurs sont informés qu'exceptionnellement la réunion de leur section est reportée au 2^e dimanche de septembre. Elle aura lieu le 14 septembre, à 9 heures, salle Fernand-Peloutier, Bourse du Travail. Les camarades lisant cette note voudront bien faire le nécessaire autour d'eux pour avertir les corporants et assurer le succès de cette réunion.

VOYAGEURS ET REPRESENTANTS

Les "principes" moscouitaires

Le syndicat des voyageurs et représentants de commerce « unitaire », « communiste » et « révolutionnaire », dans une circulaire adressée à ses adhérents, leur donne connaissance des décisions « révolutionnaires » prises à la dernière assemblée générale.

Paris, le août 1924.

Monsieur et cher camarade,

La dernière assemblée générale a pris des décisions importantes que votre Conseil d'administration désire réaliser de toute urgence.

La « Caisse de Solidarité » déjà acceptée, en principe, à l'assemblée précédente, a vu fin sa date d'entrée en application — premier juillet 1924 — ainsi que le montant de sa cotisation annuelle : 1 fr. 50. Nous vous rappelons que cette caisse a pour but de

fourir à l'organisation les ressources suffisantes pour faire face à toutes nos obligations de solidarité effective, notamment : décès, prêts d'honneur, chômage, rapatriement, assistance judiciaire, etc.

Voilà que ces cocos font la concurrence aux réformistes, aux amicalistes et aux syndicats jaunes. C'est pour en arriver là qu'ils ont démolé le syndicat des voyageurs et représentants.

Ces cogots de la religion communiste orthodoxe, la plupart plats valets du patron et de leurs clients, n'ont rien de plus révolutionnaires que leurs collègues roses et jaunes cités plus haut. Ces grands révolutionnaires ne sont bons qu'à voter et donner des mandats, suivant les ordres de leur parti ; c'est moins dangereux que de faire de l'action sur les chantiers, comme font les « petits-bourgeois » du S. U. B.

Signé : C.V.

Chez les Bouifs

L'assemblée générale qui eut lieu le 30 août fut particulièrement réussie. A l'ordre du jour, le rapport moral et le Congrès Fédéral.

Le « conseil de fabrique » avait fait les choses grandement. On était assuré de la présence de Monseigneur Soulat et de son coadjuteur. La maîtrise avait habilement disposé les chœurs de Beni-Oui-Oui, de façon à ce qu'ils fassent le plus de bruit possible.

Avant le sermon de notre révérend secrétaire on chanta trois cantiques : O Saint Lénine, donnez-nous vos lumières, puis Ecrasé de douleur devant les saintes trépassées, et pour finir, Russie ! Russie ! j'irai te voir un jour.

Ensuite on fit une minute de silence et de recueillement pour se préparer à ouïr la parole sacrée.

Voici le sermon du Révérend Secrétaire : « Camarades ! Je vais avoir raison, aucun de vous ne me fera l'injure d'en douter. Nous avons aujourd'hui à discuter sur le rapport moral et l'unité. Ce rapport moral est l'œuvre du grand chef Soulat ; si je vous dis grand, c'est du moral que je parle, car physiquement, notre révérend secrétaire est minuscule. Ce rapport est une œuvre parfaite, il y a peut-être quelques critiques à faire, mais je ne vous dirai point lesquelles, vous ne comprendriez pas. Du reste je discuterai de cela au Congrès, car j'espère bien que vous allez me faire l'honneur de me déléguer (sic), comme vous me ferez le plaisir l'an prochain de me nommer conseiller municipal (A ce moment les chœurs crient par trois fois : Oui ! Oui ! Oui !)

« Un passage de ce rapport moral reproche aux anarchistes et syndicalistes de n'avoir qu'un but : abattre la révolution russe. Ce reproche est absolument mérité. A ce sujet nous ne pouvons que regretter la mansuétude dont fait preuve le gouvernement russe (l'assistance se lève) ... envers ces Anarchistes. Il devrait, à mon avis, les coller au mur (sic). Je vous fais ces déclarations pour que vous compreniez bien votre devoir. C'est du reste avec des paroles semblables que l'on prépare des événements tels que ceux du 11 janvier, soirée mémorable où notre parti se couvrit de gloire (l'orchestre joue une marche militaire).

« Vous connaissez tous le révolutionnaire que je suis. J'ai encore, tout dernièrement, été faire de l'action directe au ministère du travail. J'étais accompagné de mon vicaire, et nous n'avons pas marchandé les coups de chapeaux au ministre !

« On fait des histoires avec une lettre que notre petit Soulat aurait écrite à Moscou. Ne croyez pas un mot de tout cela. Le petit Soulat est incapable de faire une chose semblable. Qui s'attaque au microscopique Soulat s'attaque à moi, et je vous assure bien, camarades, que je défendrai notre infatigable secrétaire fédéral jusqu'à notre mort commune !

« Camarades ! Je sens que j'ai de plus en plus raison, vous devez en être convaincus. Tout à l'heure des syndicalistes vont venir essayer de me contredire. Vous ne devez pas les écouter. Je recommande particulièrement aux chœurs de faire bien attention au signal que leur fera mon vicaire. Camarades ! vous allez m'applaudir, car vous avez senti à quel point j'ai eu raison, ou du moins, non vous ne l'avez pas senti, car j'ai tellement raison que cela dépasse votre entendement. Continuez assidûment à faire de la politique et lisez l'Humanité. Amenez des adhérents au Parti. A chaque adhérent on vous collera un timbre sur le nombril. Cinquante adhérents vous donneront droit à un mégot de Marcel Cachin. J'ai fini. Applaudissez !

Ensuite quelques syndicalistes essayèrent de troubler la fête, mais comme on ne pourrait avoir plus tort qu'ils avaient tort, le vicaire fit fonctionner les chœurs, et ces imbéciles de minoritaires en furent pour leurs frais.

On passa au vote. Les assistants étaient tellement convaincus qu'ils votèrent des deux mains.

Le rapport moral, tel un enfant russe, fut adopté par notre Syndicat par 65 voix contre 35, sur 250 assistants. Notre petit sergent de secrétaire adjoint en était plein d'émotion ; le deuxième vicaire prit une prise, et son beau-frère, rouge de cheveux s'il n'est autrement, traita un camarade espagnol de sale étranger. Sur cette parole sensée et profonde d'un pur communiste, l'assemblée se dispersa. Quelques fidèles allèrent faire leur tour aux triomphateurs et chacun rentra chez soi.

A. NEMALIER.

GROUPE DE ROMAINVILLE

Mardi 9 septembre, à 20 h. 30
Salle de la Coopé

Causerie éducative

par
Julia Bertrand

Sujet traité :

« VEGETARISME ET VEGETALISME »
Invitation cordiale à tous

CHEZ LES CHEMINOTS

Le café de la C. G. T. U.

!... le camp !

Aux temps héroïques de la C. G. T. U., où il y avait une partie de la C. E. qui ne connaissait pas beaucoup le russe (kopeck) et encore moins le latin (amen), il y eut des séances mémorables. Les illuminés de la majorité essayaient de convertir les mécréants de la minorité.

Un soir, le bien-nommé Gourdeaux (au fait, qu'est-il devenu ?) comparait, dans une inspiration aussi riche que méridionale, le P. C. à un bateau à quatre cheminées (?) dont l'état-major était par-dessus bord les passagers indésirables pour leur apprendre à nager.

Des rires polis et interrogateurs accueillirent la belle image du narrateur, se demandant où allait aborder ce étrange bateau, lorsque le président le pria brutalement de stopper. On ne sut jamais la fin de l'histoire.

Mais aujourd'hui, les saintes paroles de l'immortel Gourdeaux paraissent une prophétie en voie d'accomplissement.

Le P. C. a tellement jeté de passagers à la mer, que le pont et les cabines sont vides. Et comme c'est un sport bête de deux moscovites, faute de voyageurs, on a jeté les matelots.

Sur le fameux bateau de ce cher ami Gourdeaux, il n'y a plus que l'état-major et, des rats. Le café de la C. G. T. U. fut le camp comme celui de la France sous Louis XV.

Nous pourrions citer des fédérations, des unions et des syndicats qui ont tellement été « fécondés » par la pompe à faire le vide, qu'ils ressemblent à ce légendaire canasson qui servait d'enseigne à un marchand de cerceaux.

Nous avons eu l'occasion de citer une circulaire officielle du réseau P. O., où les « chefs » moscouitaires parlaient de « mettre la clef sous la porte ».

En voici une autre qui indique, hélas ! que les cheminots orthodoxes de la capitale assistent à un mouvement centrifuge des masses :

UNION DES SYNDICATS DES CHEMINOTS PARISIENS

Siège social :
Bourse du Travail, 3, rue du Château-d'Eau
PARIS

Paris, le 26 août 1924.

Camarade Secrétaire,

Je te prie de bien vouloir prendre les mesures nécessaires pour que ton syndicat soit représenté à la réunion plénière qui aura lieu le jeudi 4 septembre 1924, à 20 h. 30, salle de Commission (5^e étage), Bourse du Travail de Paris.

A cette réunion plénière, la seule question à l'ordre du jour sera : NOMINATION D'UN BUREAU.

Cette question ayant été posée aux syndicats à différentes reprises, sans résultat, il importe qu'elle soit solutionnée.

En conséquence, vous voudrez bien nous faire connaître les noms des camarades que votre syndicat propose pour remplir une fonction à l'Union des Syndicats des Cheminots de la Région Parisienne et mandater vos délégués en connaissance de cause.

Au cas où, à cette réunion plénière, il serait impossible de former le Bureau, les deux membres restants de l'ancien Bureau proposeraient à cette réunion plénière la dissolution de l'Union des Cheminots Parisiens.

Sentiments fraternels.

Le Secrétaire général :
ESCOFFIER.

Non seulement la devinette de Gourdeaux se matérialise à l'excès, mais c'est aussi l'avertissement de Manière au Congrès de Bourges qui devient d'une effrayante réalité. A ces mémorables assises de strangulation du syndicalisme français, un délégué à la tribune demandait au Bureau, aussi confédéral que transi, ce qu'il fallait faire comme orientation. Le camarade Manière, de Dijon, aussi bien inspiré que Gourdeaux, répondit, d'une voix de ténor : « Sauve qui peut ! Le feu est à la maison ! » Ce cri lugubre congela un peu plus le Bureau, et le Congrès sentit passer un vent glacial de Sibérie.

Eh, oui, bateau de Gourdeaux, incendie de Manière, tout arrive. La C. G. T. U. subit son apocalyphe que l'état-major veut nous faire prendre pour une apogée.

Et pendant que le P. O. et le P.-L.-M. se volatilisent, que l'Union Parisienne s'anémie entre les deux Ceintures, le citoyen Midol rêve de Hambourg, l'ennuie Yellow parle du plan Dawes comme un aveugle des couleurs, le chérubin Crémieux pousse des complaintes à percer une voie en bêtise, et le bouilliant Sémard sot-préconise les Comités de gare.

On comprend maintenant pourquoi Napoléon était devenu pacifiste après Waterloo, et on saisit mieux les motifs qui poussent les loups de Moscou à rentrer au chenil d'Amsterdam.

Racamon, qui n'est pas cheminot, mais qui est mitron, pourrait conter, à ses complices de la voie ferrée, l'histoire de ce boulanger éméché qui, pour mettre de l'eau dans son pétrin, avait pris une passoire pour une casserole. Il réussit pourtant à vider le tonneau d'eau sans pouvoir mouiller la farine.

Je demande qu'au prochain C. C. N., si on veut laisser la faucille, de remplacer le marteau par une pompe et de nommer comme président de clôture le citoyen Manière. Il est tout qualifié pour prononcer l'oraison funèbre... A moins que l'impérissable Gourdeaux n'ait un autre bateau à nous montrer.

C. MAFOR.

Travail exécuté par des ouvriers syndiqués
Le Gérant : René DEVRY
Imprimerie spéciale du Libérateur
10-12 rue Paul-Lelong, Paris.

Dans la minorité syndicaliste des P. T. T.

La Minorité des P.T.T. s'est réunie le vendredi 5 septembre pour discuter l'ordre du jour suivant : 1^o Le journal ; 2^o l'Unité ; 3^o Le Conseil national fédéral d'octobre.

Audin fait le compte-rendu de la situation de l'Unitaire des P.T.T. Un effort sérieux a été accompli pour coordonner le travail des copains, et pour parfaire l'administration du journal. L'expédition du numéro 2 s'est faite dans de bonnes conditions et dans un délai relativement court. Cependant certaines dispositions sont arrêtées pour réduire encore ce délai.

Le développement de l'Unitaire dépasse les espérances que nous avions mises en lui. Le nombre des abonnements reçus est la preuve que sa parution est partout accueillie favorablement. Sur six mille exemplaires dont le service a été fait gratuitement, un quinzième seulement nous sont revenus refusés. Sa situation financière est bonne, mais les syndicalistes doivent encore l'améliorer en recrutant de nouveaux abonnés et en recueillant des souscriptions. Des mesures de nature à augmenter ses ressources sont également envisagées par la Minorité.

Nul doute que l'unité refaite, les syndicalistes sincères ne se groupent autour de l'Unitaire, le seul organe qui pourra porter sans hypocrisie son titre d'indépendant.

La Minorité passe ensuite à la discussion sur l'Unité. Après un examen approfondi de cette question, l'ordre du jour suivant est adopté à l'unanimité :

« La Minorité Syndicaliste des P.T.T., après avoir examiné la position actuelle de la question de l'Unité, confirme ses décisions antérieures :

« Elle rappelle qu'elle avait délégué deux de ses membres au Congrès de l'Union générale, non point pour y faire des propositions, comme d'aucuns l'ont insinué, mais pour s'informer des désirs unitaires des congressistes, et y développer le courant d'unité. Elle approuve donc sans réserves les déclarations des camarades Roche et Peltier. Elle estime que de telles propositions ne peuvent être faites que par les organismes officiels.

« Après avoir pris connaissance de la correspondance échangée entre les deux fédérations, la Minorité déclare que toute unité de catégorie ne pourrait être que partielle, même dans cette catégorie, certains camarades étant enclins à y voir une simple tentative d'absorption. De plus, la F. P. U. étant constituée sur les bases du syndicat unique, elle précise que seule une solution fédérale pourrait résoudre rapidement et complètement le problème de l'unité dans les P.T.T.

« Les camarades de la rue Lafayette s'affirment toujours partisans du Congrès fédéral mixte, la F.P.U. ayant accepté le principe de ce congrès, la Minorité pense qu'une réunion commune des C. B. pourrait facilement réaliser un accord définitif entre les deux fédérations.

« La Minorité des P.T.T. décide d'intensifier son action pour que cet accord soit conclu le plus rapidement possible, ainsi que le commande l'intérêt de tous les postiers dont les revendications sont singulièrement compromises. »

Après un échange de vues sur le Conseil national fédéral d'octobre, cette question est renvoyée à une prochaine réunion.

Cette séance laissera à tous une excellente impression de confiance.

FRONTY.

COLPORTEURS ET MARCHANDS FORAINS

Grand choix de bonneterie, trépus et confections

Spécialités de chemises pour hommes khakis, gris

Articles pour forains

E. WOELTZEL

99 et 101, rue de Charonne, Paris 11^e

Téléphone : Roquette 22-64

Communiqués syndicaux

Boulangers. — Demain, à 18 h., réunion du Conseil, Bourse du Travail, salle des Commissions, 2^e étage.

Chauffeurs, Conducteurs, Mécaniciens, Industriels électriques et Parties similaires. — Réunion du Conseil à 9 heures, ce matin, à la permanence, Bourse du Travail, 2^e étage, bureau 10.

Coiffeurs de la Seine. — Réunion aujourd'hui, Commission de surveillance (côté Nord).

Scieurs de Pierre Tendre. — Convocation reçue trop tard.

Terrassiers. — Réunion des sections, ce matin, à 9 heures :

Versailles : Bourse du Travail ; délégués : Massin et Caillaud.

Saint-Germain-en-Laye : Bourse du Travail, 30, rue de Marcellin ; délégués : Frago et Hubert.

Minorité et Jeunesse Syndicaliste du Livre. — Les camarades sont convoqués à une réunion qui aura lieu ce matin, à 10 heures, au Bar des Charmettes, rue Jean-Jacques-Rousseau.

C. A. d'Unité Syndicale. — Mardi, à 20 h. 30, Maison des Syndicats, avenue Mathurin-Moreau, réunion générale du C. A.

Sont particulièrement invitées toutes les organisations qui désirent l'Unité, à quelque tendance qu'elles appartiennent (C. G. T., C. G. T. U., Autonomes et tous ceux qui s'intéressent à la question).

Mise au point du programme : Action ; Propagande ; Nomination d'une commission de propagande et du Bureau définitif.

Union Autonome de la Gironde. — Le Bureau a fait éditer une brochure : « La République fédérale », schéma constructif du milieu social de demain fondé sur les bases du syndicalisme révolutionnaire.

Cette brochure, très bien présentée, est une réponse aux mensonges des politiciens de droite et d'extrême (à gauche) ! Les travailleurs y puiseront une argumentation sérieuse pour répondre aux stupidités de certain parti dit ouvrier et paysan et se rendront compte par eux-mêmes que le syndicalisme de la Charlie d'Amiens est la synthèse du milieu social prolétarien, qu'il se suffit à lui-même présentement et suffira à tout, au lendemain de la Révolution.

Cette brochure peut être cédée à 0 fr. 40 et vendue 0 fr. 50 par les organisations.

N. B. — Ecrire à Bordeaux au camarade

Galineau, trésorier adjoint de l'Union, ou à Daguerre, secrétaire de l'U. S. A.

Minorité Syndicaliste de Romans. — Mercredi, à 20 h. 30, salle de la Bourse du Travail, grande réunion avec, à l'ordre du jour : Concert Charles d'Avray et Causerie-Contraverse sur « l'Unité et l'Autonomie ».

Que pas un ne manque ! appel est fait aux sympathisants.

Jeunesse Libre de Toulon. — Les camarades que la question du prochain Congrès intéresse se réuniront vendredi prochain au local du Groupe, 14, rue Nicolas-Laugier.

Il est possible de constater l'indifférence de certains et nous espérons qu'à l'avenir les camarades répondront plus nombreux à nos appels.

Mutités du Travail. — Permanence ce matin, de 9 heures à 11 heures, à la Bourse du Travail.

DANS LE S. U. B.

SECTIONS LOCALES INTERCORPORATIVES.

Tous les camarades syndiqués du S. U. B. ont pour devoir d'assister aux réunions suivantes, ce matin, à 9 heures :

3^e et 4^e arrondissements : 6, rue des Nonnains-d'Hyères ; délégué, L. Croisille.

5^e et 6^e arrondissements : Salle Salsac, 6, rue Lanneau ; délégué, Pommer.

20^e arrondissement : Salle de la Bellevilloise rue Boyer ; délégué, Denoyelle.

Charenton : 26, rue des Carrières ; délégué, Bary.

Courbevoie : Maison du Peuple, 35, rue Adam-Ledoux ; délégué, Petit.

Saint-Denis : 4, rue Suger ; délégué, Le Cain.

Saint-Ouen : Salle de l'« Abeille », avenue des Batignolles ; délégué, Cané.

Vitry : Maison du Peuple, rue de la Marne ; délégué, Juhel.

Les camarades délégués exposeront la situation corporative et les résultats de la propagande pour l'application des huit heures et l'augmentation des salaires.

La Vie de l'Union Anarchiste

Conseil d'Administration DU « LIBERTAIRE »

La réunion du Conseil d'Administration aura lieu aujourd'hui, 6 courant, à 9 heures précises. Les membres du Comité d'Initiative ainsi que les camarades rédacteurs devront être présents à cette réunion.

Elle se tiendra rue Louis-Blanc.

Paris et banlieue

Groupe des 8^e et 9^e arrondissements. — Camarades, il nous semble que les copains qui avaient l'habitude de fréquenter le Groupe des 8^e et 9^e arrondissements ont oublié le chemin de la rue Saint-Lazare.

Ce n'est pas le moment.

Aux fins de discussion de ce qui peut être fait pour un mouvement anarchiste puissant, pour s'organiser, nous faisons appel à tous.

Que ceux qui, jusqu'ici, fréquentaient le Groupe, ne manquent pas de venir mercredi prochain, que de nouvelles individualités viennent se joindre à nous et qu'enfin, nous puissions faire un travail efficace d'éducation et aussi d'action.

Sans excuses, à mercredi, camarades, et soyez nombreux au groupe d'un quartier où la bourgeoisie règne.

Les réunions se tiennent rue des Trois-Portes, angle des rues Saint-Lazare et Taibout, à 20 h. 30.

Groupe du 18^e. — Mardi prochain, à 20 h. 30, causerie par E. Armand, sur « Déterminisme et Libre Arbitre ».

Tous les copains et sympathisants sont cordialement invités. La discussion était libre, chacun pourra apporter son point de vue.

Province

Groupe de Lille. — Une tournée de concert-conférence étant envisagée sous peu dans le Nord, tous les copains sont priés d'assister à la réunion du Groupe qui aura lieu ce soir, à 20 heures, 297, rue Léon-Gambetta, afin de discuter de l'organisation du dit concert-conférence pour la ville de Lille.

Groupe d'Onnaing. — Aujourd'hui, chez Michaux Emile, route Nationale, 96, à Quarouble (Nord), à 16 heures, réunion du Groupe. Présence indispensable.

Causeries Populaires de Lyon et Groupe de Villeurbanne. — Le 14 courant, à La Mouchette, chemin de Gerland, 23, à 14 h. 30, grand concert, avec les concours de Louis Loréal et du « Merle Rouge ». A 20 h. 30, grand bal.

Un franc pour le concert ; un franc pour le bal.

Ardeche. — Les camarades libertaires du Teil voudraient-ils se faire connaître, soit en rendant visite, soit en écrivant à Gaston Landraud, à Saint-Maurice-d'Ardeche, par Vogüé, dans le but de coordonner les efforts de tous pour la propagande.

Groupe d'Etudes Sociales de Toulouse. — Les camarades du Groupe, ainsi que les sympathisants sont priés de venir nombreux à la réunion qui aura lieu aujourd'hui, au Grand Bar Léon, 31, rue de Constantine.

Dispositions à prendre en vue du Congrès national et discussion en vue de l'organisation d'un congrès régional.

Communications diverses

Groupe Esperantiste Ouvrier. — Demain, à 20 h. 30, Bourse du Travail, 3, rue du Château-d'Eau, salle des Cours professionnels, conférence en espéranto par notre camarade Guma.

Sujet traité : « Lecture de l'Art et l'Art de la Lecture ».

Aujourd'hui, promenade au Parc de Versailles ; rendez-vous à 8 h. 30, gare des Invalides.

PETITE CORRESPONDANCE

Don Bosco est prié de se mettre en relations avec J. Charles pour travail, 15, rue Dauvin (17^e). (Ecrire, pas venir).

Le camarade A... qui me demande rendez-vous peut m'écrire, Clos Beaurgard, à Crosne (S.-et-O.). — Pages.

Delauche demande l'adresse du camarade Morin, anciennement rue du Repos, Urgent.

Armand Baudon, Lagny. — Je t'ai attendu lundi matin, ne t'ai pas vu. Je compte sur toi lundi 8, au même endroit, à 6